

L'atelier des mémoires 2005

Culture et hôpital en Rhône-Alpes

Sous la direction de Anne Décoret-Ahiha et de Michel Rautenberg

Avril 2006

Agence Régionale de l'hospitalisation de Rhône-Alpes
Direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes

Sommaire

p. 3 Atelier des mémoires, convention Rhône-Alpes culture et hôpital

François Portet et Patrick Vandenberg

p. 4 Présentation de l'atelier des mémoires : Des mémoires utiles au service du personnel des établissements de soin

Michel Rautenberg et Anne Décoret-Ahiha

Récits de vie et mémoire

p. 9 A propos du film documentaire "Mémoires de guerre, mémoires de soldats oubliés"

Léla Bencharif

p. 12 Mettre le passé devant soi. Patrimoine et patrimonialisation

Marie-Lavande Laidebeur

p. 21 Ecouter les mots, les corps, les silences : comment recueillir un récit de vie ?

Virginie Milliot

p. 25 Les béguinages : histoire d'une reformulation d'un patrimoine

Marion Villez

Quatre ateliers mémoire en Rhône-Alpes

p. 32 Exposition : « Vaincre la tuberculose : un fléau en Isère au XXe siècle »

Centre hospitalier universitaire de Grenoble - Musée des Sciences médicales de Grenoble (Isère)
Sylvie Bretagnon

p. 36 Jardin médicinal

Hôpital local de Belleville (Rhône) – Association l'Albarelle (Rhône) – Musée du Revermont (Ain)
Isabelle Chartron et Jacqueline Walkiewicz

p. 40 Confort et réconfort à l'hôpital

Hôpital local de Charlieu et Musée hospitalier de Charlieu (Loire)
Danièle Miguet et Sabine van Der Hoorn

p. 44 Mémoire à l'Hôpital

Hôpital gériatrique du Val d'Azergues (Rhône) – Intervenants artistiques et universitaires
Gilles Ongaro

p. 49 Bibliographie

p. 50 Crédits

Atelier des mémoires convention Rhône-Alpes culture et hôpital

De 2002 à 2005, l'Agence régionale de l'hospitalisation (ARH) a animé un dispositif régional auprès des établissements de santé sur le thème de la Culture, dans le cadre d'une convention passée avec le ministère de la Culture – Direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes (DRAC). Organisée autour d'un appel à projet lancé auprès des hôpitaux, cette convention a favorisé l'émergence d'une cinquantaine de projets associant hôpitaux et équipements culturels.

Un bilan du dispositif ainsi qu'une évaluation qualitative des actions menées ont été réalisés au terme des trois années prévues de conventionnement. Ils éclairent la dynamique du processus mis en œuvre ainsi que les effets induits au sein des établissements de santé par les actions artistiques et culturelles.

Plus d'une dizaine d'établissements ont répondu à l'appel à projet 2004 de la DRAC et de l'ARH Rhône-Alpes avec des projets liés à la mémoire des résidents et/ou des personnels de l'hôpital. Cet afflux de candidatures pour une action culturelle fondée sur une approche ethnologique interroge sur les raisons de ce nouvel engouement. Il est possible que le texte de l'appel à candidature induise cette orientation. En effet, dans la convention initiale l'ouverture à une approche patrimoniale et ethnologique est fortement encouragée. Les promoteurs de cette convention sont convaincus de l'intérêt de relier l'action culturelle et les cultures au sens anthropologique du terme : par exemple les cultures de métier des personnels hospitaliers ou les cultures propres que les patients amènent avec eux à l'hôpital.

La mémoire peut apparaître comme un vecteur privilégié de ce travail d'échange des cultures. Or, la complexité de la démarche de recueil de la mémoire individuelle au profit d'une élaboration culturelle collective n'est pas toujours perçue clairement par les opérateurs des projets. Les expériences qui associent les témoignages mémoriels, le patrimoine et un processus de création ne se laissent guère enfermer dans une approche systématique. Les tutelles qui soutiennent ces projets ont donc choisi d'offrir aux acteurs des projets Culture et Hôpital un espace de formation et de réflexivité sur les enjeux des questions de mémoire et de patrimoine, espace qui prendrait en compte la diversité des démarches.

Le nom d'« atelier des mémoires » a été retenu pour cet espace, pour bien signifier qu'il aspire à être un creuset où les porteurs de projets s'engagent dans un travail sur la mémoire, interrogent leurs démarches et se donnent les moyens d'accompagner l'émergence des mémoires de leur établissement ou de ses résidents en toute conscience des enjeux et des exigences éthiques.

Michel Rautenberg, professeur d'ethnologie à l'Université de Lille a assuré l'animation et la coordination scientifique de cet atelier. Celui-ci s'est organisé en deux séances de réflexion associant des universitaires et des témoignages d'expériences.

Nous avons le plaisir de rendre accessible la teneur de ce travail qui entremêle méthodes de travail objets de patrimoine et mémoires en mettant en ligne les textes des interventions, les présentations des expériences et les synthèses du débat en espérant que vous trouverez intérêt à cette lecture.

François Portet
Conseiller ethnologie de la Drac Rhône-Alpes

Patrick Vandenberg
Secrétaire général ARH Rhône-Alpes

Des mémoires utiles au service du personnel des établissements de soin

Quand on évoque la mémoire collective, on pense généralement construction des identités sociales, réparation des traumatismes du passé, nostalgie d'un temps révolu. Dans l'Atelier des mémoires, les objectifs étaient tout autres : ici, dans les projets culturels des établissements de soin, on voit que la mémoire est aussi un instrument au service du mieux-être des patients, d'une reconnaissance des compétences **professionnelles** des **soignants**, d'une relation plus riche entre patients et soignants ou d'une meilleure **intégration** des **établissements** dans leur environnement .

Cependant, la mémoire collective reste une pratique sociale complexe, même si chacun d'entre nous pense savoir de quoi il en retourne. Elle est complexe parce qu'elle relève à la fois du sens commun et de l'acte politique, du lien social et de la reproduction d'une société, de la pratique quotidienne et de la transmission des valeurs profondes du collectif. Il était donc important de décrypter un peu cette complexité afin de mieux comprendre ce à quoi un travail de mémoire peut être utile, quels sont les écueils de la collecte, les enjeux de la mise en valeur. Il s'agissait aussi de réintroduire l'action des personnels dans un environnement de sens plus vaste.

Deux thèmes ont été traités, dans deux ateliers qui ont été l'occasion de présentations didactiques par des universitaires, de présentation d'expériences mémorielles extérieures et d'autres choisies parmi les projets soutenus en Rhône-Alpes par l'appel à projets lancé par la direction régionale des affaires culturelles et l'agence régionale de l'hospitalisation, enfin de discussions et de débats entre les porteurs de projets. Le premier thème concernait la question des lieux et des objets de mémoire ; le second celui des histoires de vie. Les pages qui suivent rendent compte des principaux points qui ont été évoqués dans ces journées. Le lecteur les découvrira en détail dans les chapitres suivants auquel nous renverrons à de nombreuses reprises.

Histoires de vie au temps présent

Le recueil de la mémoire des personnes prend souvent la forme du recueil de récits de vie. Cette méthode d'enquêtes peut paraître facile, pourtant elle demande de la préparation, une grande disponibilité, et de la pratique.

1- Méthodologie du recueil de **récits de vie**

- La préparation : technique pour recueillir des récits de vie, l'entretien relève de " l'improvisation réglée ". Préparer son canevas (avec des thématiques principales et secondaires, des questions ouvertes dénuées de jugement de valeur...) permettra de conduire l'entretien tout en le modulant selon l'interlocuteur.

- L'écoute : la qualité de l'écoute est donc déterminante. Elle consistera à effectuer des relances, à encourager la parole mais aussi à tenir compte des silences, tout comme des expressions du corps.

- Les limites : la situation de l'entretien n'étant pas neutre, le récit de vie obtenu de cette manière souffre de faiblesses méthodologiques. Biais induit par le statut, le sexe, l'âge, l'identité sociale de l'interrogeant.... Le dispositif du face à face, en présence d'une caméra, avec des questions préparées peut aussi donner lieu à un discours formaté. C'est ce qu'a montré l'expérience d'**Alix** où ont été menés des entretiens collectifs puis individuels, les premiers se révélant plus fructueux. Quant aux silences que s'impose parfois la mémoire, ils peuvent traduire une souffrance muette qui cherche à ne pas être ravivée et à laquelle l'interrogeant se trouve alors **confronté**.

2- Enjeux du récit de vie et de la mémoire

Le **travail mémoriel** est porteur d'enjeux pluriels et complexes :

- Identitaires : le récit de vie fournit une occasion au récitant d'affirmer sa place sociale, générationnelle et son existence personnelle.

- De reconnaissance : historique, symbolique, politique et idéologique. Comment l'histoire individuelle s'inscrit-elle dans l'histoire commune ? La mémoire individuelle est-elle une mémoire partagée ? Le récit de vie n'invite-t-il pas à revisiter l'Histoire commune, officialisée ? Par leurs récits, les anciens soldats coloniaux révèlent les oublis des manifestations commémorant la Libération.

- De transmission : quels cadres vont être utilisés pour rendre visible ces mémoires ? Comment est-il possible de les transmettre ? Quel statut et quel degré de légitimité va-t-on accorder à la mémoire des uns et des autres ?.

3- Les cadres de l'action mémorielle et du recueil d'histoires de vie

Le travail sur la mémoire au travers du récit de vie participe de deux logiques :

- Une production scientifique visant à établir une vérité historique.

Les entretiens conduits pour le documentaire Mémoires de guerre, mémoires de soldats oubliés avaient pour finalité de lever le voile sur un pan de l'histoire de la Libération en faisant parler les acteurs oubliés de cette histoire. Par là même, il s'agissait de questionner les raisons de cet oubli ainsi que ses conséquences. C'est aussi le cas de **l'histoire de la tuberculose et de son traitement en Isère** à partir d'archives et de témoignages.

- Une production sociale pour laquelle le travail mémoriel est l'occasion de créer du lien social et de faire de l'espace hospitalier un lieu de vie et pas seulement de soin. L'action " L'hôpital et la ville " menée à l'Hôpital Debrousse (Lyon) vise ainsi à faire découvrir aux enfants hospitalisés l'espace de la ville, notamment au travers de son histoire. En s'appropriant ainsi la mémoire collective, il s'agit de leur permettre de rester en lien avec le monde extérieur.

4- Envisager l'action mémorielle comme une coproduction de récit qui a une finalité donnée

Ainsi l'action culturelle de **l'Hôpital gériatrique d'Alix** accompagne un travail plus général de lever les tabous liés à la mort et à la dégradation de la vieillesse, en particulier la perte de mémoire. Il s'agit aussi de resituer la place de l'hôpital dans l'histoire locale (à **Grenoble** et à **Charlieu**) ainsi que la place des personnels dans l'institution. A l'Hôpital gériatrique des Charpennes, la résidence d'une compagnie théâtrale préparant une pièce à partir des histoires de vie des patients a permis de développer de nouvelles relations entre les malades et leurs familles ainsi qu'avec les soignants. La réalisation en commun du spectacle donnera alors lieu à de nouveaux souvenirs.

5- Les cadres de l'action mémorielle dépendent ainsi de ses finalités et déterminent également les méthodes.

La volonté de réhabiliter la place des soldats coloniaux dans la Libération a orienté la conduite d'entretiens et la sélection des extraits pour le documentaire. Interrogés sur leur histoire de vie, les personnes âgées hospitalisées se demandent à quoi peuvent servir leur récit, d'autant plus si elles ont vécu des épisodes traumatisants tels que la guerre. La mémoire étant une coproduction, un accord préalable sur le cadre s'impose avant de recueillir un récit de vie. Selon ce cadre, le sentiment de légitimité à se raconter peut varier : certaines personnes qui considèrent que leur histoire a peu d'intérêt au regard de l'histoire commune, lèveront leurs réserves quand ils seront associés aux finalités du projet.

Les lieux de soin, des lieux de mémoire

La problématique de la mémoire et des lieux patrimoniaux dans les institutions hospitalières et de soin se divise en trois grandes questions : la diversité des lieux et des patrimoines qui sont concernés ; la patrimonialisation qui apparaît comme une reformulation des lieux et des objets qui les réinscrit dans l'imaginaire collectif ; enfin le projet culturel et patrimonial qui peut être compris comme un art de gérer les différences sans les altérer.

1- Diversité des lieux et des patrimoines

1-1 Les patrimoines sont matériels :

- objets hospitaliers liés aux soins, mais aussi aux souvenirs des patients, objets de la vie quotidienne dans l'hôpital, qui sont autant de traces de l'histoire des institutions, des personnels et des patients (Charlieu, Alix)...

- les exemples des beffrois et des béguinages du nord de la France nous ont montrés que les édifices portaient des problématiques marquées par leur statut d'immeubles : ils sont toujours dans le paysage, et c'est à travers lui qu'ils gardent ou retrouveront une signification, à l'inverse des objets qui vont se retrouver décontextualisés dans des collections.

1-2 Les patrimoines sont aussi immatériels

On utilise aussi le terme " d'ethnologique " pour les qualifier, ou de patrimoine " du quotidien " : le jeter de harengs à Dunkerque pendant le carnaval, les fêtes en général même lorsqu'elle sont réinventées ; les mises en contexte qui permettent d'inscrire des patrimoines " importés " comme le père Noël dans le patrimoine nordiste (ainsi le père Noël descend d'un beffroi) ; les savoirs et savoir-faire en général dont sont porteurs les individus, comme les professionnels soignants des hôpitaux.

2- Mais ces patrimoines ont besoin d'être inscrits dans un imaginaire pour pouvoir être réactualisés et réappropriés : les béguinages, édifices construits souvent depuis la fin de l'époque médiévale, ont besoin du support d'une mémoire collective et d'un imaginaire social pour être réinscrit dans la modernité des pratiques thérapeutiques ; quand le beffroi devient, à la fin du XIXe siècle, un emblème de la démocratie municipale en dépit de la vérité historique, c'est parce que cette nouvelle interprétation s'appuie sur un imaginaire collectif qui associe le mouvement des communes de la fin du Moyen Age - conduit par une oligarchie municipale- aux mouvements anti-monarchiques et démocratiques qui se développent alors dans toute l'Europe. On pourrait en dire autant des soins, par exemple dans le recours à des médecines " traditionnelles " qu'on associe souvent à une époque jugée à tort ou à raison comme moins incertaine. Ce processus de transformation des objets et édifices courant en objets et édifices remarquables est ce qu'on nomme la patrimonialisation.

3- **La patrimonialisation est un " recours au passé "** qui ne peut se faire sans des reformulations plus ou moins profondes de l'histoire qui vont s'appuyer sur cet imaginaire et le modeler. Lui-même se construit selon des modes complexes associant divers registres -éducation, médias, expériences individuelles, sociabilité- auxquels la sédimentation des souvenirs plus ou moins fidèles donne une forme de cohérence mémorielle, pour chacun d'entre nous et pour nous tous, collectivement. Cette mobilisation des mémoires individuelles et collectives qui est consécutive à l'élaboration d'un nouveau projet, va pouvoir contribuer, parfois assez vigoureusement, à imaginer les nouveaux usages des lieux.

C'est ainsi que le renouveau des béguinages comme " lieux de vie " est aujourd'hui pensé en continuité avec les béguinages médiévaux, en dépit de conditions économiques et sociales qui n'ont pas grand-chose à voir, en s'appuyant sur l'idée d'espace clos, protégé et ouvert à la fois sur la ville. C'est aussi comme cela que le beffroi est approprié régulièrement depuis un siècle et demi pour répondre aux enjeux du moment (l'autonomie municipale dans la seconde moitié du 19ème siècle, les luttes sociales dans les années d'entre deux guerres, le tourisme culturel aujourd'hui).

Enfin le projet d'exposition qui associe le musée hospitalier de **Charlieu** et l'hôpital local interroge la notion de progrès dans l'accueil des patients en s'appuyant sur des objets qui prennent une dimension emblématique de l'opposition entre " l'avant " et le présent. L'exposition devient possible dès lors qu'on peut réinterpréter les objets du passé comme appartenant à une époque révolue. Le visiteur devrait être interpellé sur les changements opérés, mais aussi peut-être sur certaines continuités.

4- On voit pourtant que **ces reformulations patrimoniales peuvent être assez éloignées du réel** : de nombreux participants à la journée ont insisté sur ce que les expositions ne disaient pas, ou ne disaient qu'en creux, de leur vie quotidienne : la modernité hospitalière ne permet plus de passer du temps auprès des patients ; la douleur, psychique et physique est toujours là alors que le sentiment de solitude des patients s'est peut-être aggravé avec la disparition d'abord des dortoirs, puis la multiplication des chambres à un lit ; il faut reconstruire des moments ou des lieux de convivialité qui ont souvent disparu ; la question de la mort n'est pas clairement posée alors que les hôpitaux locaux sont souvent des lieux pour mourir.

Recueil de la mémoire, enjeux hospitaliers et questions de société

Ces deux journées ont montré que les projets mémoriaux recouvraient d'autres questions parfois difficiles de l'hospitalisation. Trois points ont particulièrement été soulignés, sous des formes parfois paradoxales :

- la relation entre soignant et patient ne va pas de soi, comme on le comprend bien dans la remarque d'un participant : " plus de confort au patient = moins de confort au soignant (comprendre probablement plus de stress) " ;
- le confort hospitalier ne remplacera jamais le confort domestique, et on peut dès lors se demander si la quête de confort à laquelle participe l'action culturelle n'est pas un peu vaine (on pourrait dire aussi l'inverse : pour certains l'inconfort domestique est tel que l'hôpital est un havre résidentiel) ;
- l'essor de l'idée de tranquillité peut être contradictoire avec celle de convivialité : comment trouver un équilibre ?

Il en ressort que le projet culturel doit savoir se construire en tenant compte de la variété des points de vue, parfois des contradictions qui sont celles des acteurs, qu'il doit être compris comme un processus de gestion des différences.

A l'issue de cet atelier, deux constatations s'imposent.

La première est que les projets ont été l'occasion de parler des problèmes de tous les jours. Ils favorisent la parole et des choses sont dites qui se disent rarement ailleurs (par exemple sur la mort). Il faut comprendre ce que cela signifie. L'une des " grandes " questions qui est posée à tous, personnels soignants, responsables hospitaliers, animateurs culturels, professionnels de la culture et du patrimoine, est celle de l'invention de modes nouveaux d'élaboration des normes et des règles. C'est aussi la question de l'invention de manières plus démocratiques d'établir ce que devrait être la vie collective dans les établissements. Les devoirs de l'institution sont mis en question, ils évoluent, et les personnels souhaitent être associés à ces changements. Or, ce qui génère ces changements sont des changements d'ordre encore plus général : c'est la substitution du patient par le client, comme on le voit dans toutes les institutions publiques.

Ce qui conduit à la seconde constatation : le recueil d'histoires de vie évoque, paradoxalement des processus plus généraux d'individuation de la société. Cela se perçoit tout particulièrement dans l'importance grandissante accordée à chaque " mémoire " individuelle, à chaque " histoire de vie ", mouvement qui accompagne l'attention de plus en plus grande accordée à la personne dans les institutions de soin. Cependant, les actions mémorielles menées par recueil de récits de vie entreprennent aussi de mettre en partage les mémoires individuelles, de fabriquer un sentiment de communauté en restituant les trajectoires des individus. En définitive, ce qu'évoquent ces projets et les deux journées de discussions, c'est la transformation de l'équilibre de la relation entre l'individu/patient/client, la communauté de soin et la société en général.

Michel Rautenberg, Université des sciences et techniques de Lille

Avec la collaboration de Anne Décoret-Ahiha anthropologue, Laboratoire d'Anthropologie des Pratiques Corporelles (LAPRACOR) de l'Université Blaise Pascal Clermont Ferrand II

A propos du film documentaire " Mémoires de guerre, mémoires de soldats oubliés "

Le propos du film :

Le film présenté (encore à l'état de maquette) propose une histoire de la participation des combattants coloniaux à la deuxième guerre mondiale, à partir des témoignages croisés d'anciens soldats de l'Armée d'Afrique. L'objectif de ce film à vocation pédagogique est double : il s'agit, d'une part, de rendre compte du rôle essentiel joué par les combattants coloniaux dans la libération de la France et, d'autre part, de donner la parole à des hommes considérés avant tout comme des témoins de l'histoire. De sorte que la démarche de ce film repose sur un travail de mise en récit d'expériences singulières et historiques impliquant des porteurs de mémoire.

Le sens d'une démarche

Ce film réalisé par Eric Blanchot, soutenu par le Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD), a été produit par une association implantée dans l'agglomération stéphanoise, Le Groupe de Réflexion et d'Action INterculturelle (Le GRAIN), association dont je suis membre. Il est important de dire quelques mots sur cette association.

Née dans la dynamique du droit d'association aux étrangers qui allait donner naissance, au début des années 1980, à ce que l'on nomme communément le « mouvement beur », l'association Le GRAIN se veut un pôle de réflexion et d'actions menées autour de principes universels : l'accès à la citoyenneté, à l'égalité des droits, la lutte contre toutes les formes de discrimination, la reconnaissance de la diversité et de la pluralité des cultures ; principes auxquels est associée la promotion d'un travail de mémoire lié à l'histoire des immigrations. C'est ce dernier point qu'il est important de préciser.

Depuis ces 5 dernières années, l'association Le Grain a défini une démarche de recherche et d'actions impliquées visant à faire connaître, reconnaître et valoriser les mémoires de l'immigration. Si l'enjeu d'une telle démarche est d'inscrire la diversité des expériences sociales de l'immigration dans le fil de l'histoire collective, il s'agit également de rappeler la profondeur de l'histoire commune et la pluralité de ce qui fonde notre histoire nationale. L'action du Grain participe ainsi d'une démarche résolument citoyenne, dans la mesure où elle permet l'expression des populations issues de l'immigration dans l'espace du vivre-ensemble. Tout comme elle permet d'associer ces populations à un travail d'écriture de l'histoire commune. Ce parti pris pour l'histoire et le travail de mémoire de/sur l'immigration vise aussi à recadrer le débat public sur la diversité de la population française, tout en proposant un autre cadre d'appréhension, une autre forme de mise en scène de l'histoire des immigrés comme de leurs héritiers.

La démarche engagée par les membres de cette association, principalement des héritiers de l'immigration algérienne, est ici intéressante à souligner. Car il y a, dans ce travail de production, de valorisation et de transmission des mémoires liées aux mondes de l'immigration, et particulièrement, celle maghrébine, et celles historiquement liées la question coloniale, quelque chose comme un "devoir" pour les héritiers de l'immigration. Il y a comme une obligation historique et morale, une "dette" à régler vis-à-vis des générations précédentes et peut-être aussi vis-à-vis des suivantes. Le terme de dette ne fait aucunement référence à la culpabilité. Je crois qu'aujourd'hui de nombreux héritiers de l'immigration maghrébine, dont je fais partie, sont bel et bien engagés dans le temps du récit. Engagés dans l'écriture de l'histoire de nos Pères, nos Mères, ceux-là même qui composent la « génération silencieuse » dont parlait Abdelmalek Sayad et qui disparaissent peu à peu. Engagés dans l'écriture de l'expérience de cette immigration, en tant qu'héritiers de cette histoire qui nous a conduit jusqu'à être et devenir des enfants de l'immigration en France, des citoyens français avec un lourd héritage, comme tout un chacun. Et c'est cet héritage qu'il s'agit de transmettre, de faire connaître, reconnaître et valoriser dans la société française. En d'autres termes, et pour participer personnellement à cette démarche, je dirai que je me sens plus héritière que coupable ! Dans le terme de dette, il y a plus l'idée de devoir de reconnaissance

intergénérationnelle, sociétale de cet héritage que la démonstration de la participation des étrangers, des immigrés au développement économique, social, culturel de ce pays. Démonstration qui, soit dit en passant, a été depuis plusieurs décennies l'objet d'une attention particulière de la part de nombreux chercheurs en sciences humaines français. En étant à la recherche des traces, en recueillant des témoignages, en donnant la parole à ceux qui ne l'attendaient plus, nous pouvons ainsi contribuer au travail de mémoire de l'immigration : ces mémoires qui convoquent l'histoire et qui nous sont utiles pour mieux vivre le présent.

Le travail de mémoire, saisi comme enjeu et construction identitaire

Commençons par une petite mise en garde : la notion d'identité que j'ai choisie ne vise pas à "essentialiser" la mémoire ou à réduire la mémoire à l'identité. Ces écueils sont en effet dangereux : nombre d'exemples, de partis pris montrent combien la tentative est grande de dénicher et surtout de figer un discours identitaire à partir des usages de la mémoire. Cette notion d'identité vise plutôt à mettre en avant les processus d'identification qui sont consubstantiels à la notion de formes identitaires de la mémoire (pour ne pas dire de la mémoire identitaire). J'en identifie deux :

- Polysémie et complexité de la notion d'identité : pour esquisser une possible définition, nous rappellerons simplement que cette notion fait référence à deux dimensions sociales : s'identifier soi-même et être identifié. La deuxième dimension renvoie à l'idée d'interpréter la notion d'identité dans une perspective dynamique mettant en relation Soi avec Autrui. C'est la relation entre ces deux formes d'identification (pour soi et pour autrui) qu'il nous faut explorer afin de mieux saisir les processus identitaires en jeu dans les productions mémorielles.

- Il existe ainsi différentes catégories d'interprétation ou « formes sociales » identitaires comme : l'identité personnelle, l'identité sociale, culturelle, politique, ou encore l'identité narrative pour faire référence au sujet qui nous intéresse aujourd'hui. ...

La notion de mémoire est elle-même polysémique et complexe, se construisant autour de deux notions qu'il s'agit de distinguer : le souvenir et la représentation du passé.

La mémoire comme enjeu de construction, de reconstruction, de valorisation identitaire

Elle est d'abord un enjeu pour soi-même, c'est-à-dire pour celui qui parle. Beaucoup de choses ont été dites sur les processus de construction mémorielle qui mobilisent la parole, le récit, les gestes du corps ou plutôt la mémoire du corps. Ces vecteurs, ces comportements mémoriels peuvent permettre aux personnes de se situer, de s'identifier, de s'ancrer au mieux dans leur propres expériences personnelles, et à fortiori lorsque la parole ou le geste se délient ou se libèrent, parfois, pour la première fois (c'est ce qu'on peut appeler l'effet cathartique du récit). Ces éléments participent à une possible réappropriation du lien à l'histoire, réappropriation d'une expérience personnelle ou collective. Dans le récit, oral ou écrit, et même lorsqu'il y a risque d'excès dans la narration, il y a avant tout une expérience qui engage l'individu, qui engage « soi-même ». C'est en ce sens que nous pouvons parler d'un processus d'individuation dans l'acte de mémoire, c'est « le maintien de soi dans le récit » (P Ricœur) que les personnages qui parlent dans le film illustrent parfaitement. Parfois, dans certaines expériences, le travail de mémoire, la mise en récit peut aider à dire l'indicible : c'est le cas des mémoires de guerre que nous abordons dans le film.

Elle est aussi enjeu pour autrui (une famille, une génération, une société). D'une part il s'agit de resituer, positionner et restituer, c'est-à-dire transmettre, une expérience de vie (donner un autre cadre de restitution du récit, du témoignage). D'autre part légitimer, honorer la parole, un témoignage : la mémoire (souvenir et représentation du passé) peut être alors appréhendée comme une prise de parole, un acte social.

Dans les deux cas, ces formes d'identification font de la mémoire (celle qui permet de construire un récit) une expérience biographique singulière. En outre le travail de mise en écriture du récit permet de construire la relation de soi à autrui.

La mémoire devient donc un enjeu d'écriture. Dans le film, la mise en récit a été une phase essentielle pour accompagner ce travail de mémoire des migrations, même si nous savons combien cette mise en écriture peut-être contrariée, volontairement ou involontairement, par le risque de la fiction, risque de l'excès dans la narration qui renvoie au problème plus global de l'écriture de l'histoire.

Enfin, il faut évoquer une autre fonction de l'acte mémoriel : dans l'ordre mémoriel, il y a une relation importante à saisir entre le nécessaire travail de mémoire et le travail de deuil (qui n'est pas l'oubli).

La mémoire comme enjeu de reconnaissance historique, sociétale, symbolique, politique

C'est à mon sens l'enjeu le plus important. Comme s'il traduisait une finalité de l'opération ou de la construction mémorielle.

A travers un objet culturel comme un film, on favorise la reconnaissance des expériences individuelles ou générationnelles, on permet la reconnaissance d'une expérience de groupe dans l'espace public. Or ce besoin de reconnaissance recouvre le plus souvent des enjeux de justice, de démocratie, d'égalité qui rejoignent la question du traitement mémoriel de la « juste mémoire ». Inscire les expériences et les mémoires sociales dans le fil de l'histoire collective donne aux acteurs de l'immigration un statut dans l'Histoire nationale. L'histoire de la colonisation / décolonisation et les mémoires collectives de cette période revêtent ici une dimension emblématique : elles révèlent combien la transmission de ce passé a été contrarié, et l'est encore aujourd'hui par des mécaniques de l'oubli ou du déni. C'est-à-dire qu'elles n'ont guère de reconnaissance ni de visibilité institutionnelle et publique.

La demande de mémoire que nous avons pu percevoir à travers le film passe par une autre quête de reconnaissance : celle de l'authenticité, de la fidélité et de la légitimité du récit. A travers cette reconnaissance « par et pour soi », par la parole ou l'écriture des acteurs eux-mêmes, la mise en récit participe d'un processus de construction et de transmission d'une identité « positive ».

Cette dimension doublement symbolique et mémorielle est utile pour mieux rendre compte des enjeux de la connaissance et de la reconnaissance, sans les folkloriser, des parcours des « traces de l'autre » (de Certeau, 1973) dans l'espace du vivre-ensemble. Car, comme l'affirme Y. Grafmeyer (1999 : 175), ce qui est en jeu au cœur de l'espace commun, « c'est bien en définitive la commune reconnaissance de la légitimité de chacun à être là, qui rend possible toute vie urbaine, aussi bien dans les unités de voisinage qu'à l'échelle de la ville ».

Cet enjeu est essentiel puisque de ces mémoires vivantes, de ces « *générations silencieuses* », de ce « *silence des pères* », il s'agit de favoriser l'expression des mots et des paroles, l'expression des histoires de vie qui fondent les mémoires individuelle, familiale et générationnelle. Autant de mémoires racontées qui participent de la production d'une mémoire sociale et collective. Autant de mémoires qui restituent toute la diversité des expériences sociales et vécues par ces hommes, ces femmes issues des immigrations, ainsi que leurs héritiers. A travers cette mobilisation, il s'agit d'impliquer les témoins de cette histoire non pas en tant qu'objets ou sujets de mémoire mais bien en tant que porteurs de mémoire sur la « *scène de l'histoire active* » (Berque, 1962). Car on ne saurait oublier qu'à travers un récit de vie s'exprime avant tout une histoire de dignité, une dignité à reconquérir. Enfin, la question de la reconnaissance de ces mémoires sociales est fondamentale puisqu'elle renvoie, dans l'espace de la citoyenneté, à l'expression d'un principe relevant d'une action politique et démocratique. Trouver le juste équilibre des mémoires car, comme le dit Paul Ricoeur (2000) « Je reste troublé par l'inquiétant spectacle que donnent le trop de mémoire ici, le trop d'oubli ailleurs, pour ne rien dire de l'influence des commémorations et des abus de mémoire – et d'oubli. L'idée d'une politique de la juste mémoire est à cet égard un de mes thèmes civiques avoués ».

Léla Bencharif Université Jean-Monnet, Saint-Etienne

Mettre le passé devant soi - Patrimoine et " patrimonialisation "

Qu' y a-t-il de plus complexe que notre rapport au passé, rapport qui s'articule toujours au présent ? Quoi de plus insaisissable que la mémoire... encore plus mystérieuse quand celle-ci est partagée, collective ?

Journées du patrimoine, généalogie, récits de vie, tourisme culturel, expositions, publications... les dernières décennies sont marquées par un " engouement mémoriel " qui ne cesse de croître. Ce besoin pressenti et présent pour le passé soulève des enjeux éminemment contemporains. Ces phénomènes interrogent notre rapport au passé, les processus de " mise en patrimoine " et les liens entre histoire et mémoire. La notion de patrimoine semble familière et son usage est aujourd'hui courant, voire omniprésent. Et pourtant, à mesure que l'on tente de la circonscrire, elle semble se dérober de plus en plus.

Dans toutes les sociétés, de tout temps, certains objets ont eu une reconnaissance particulière. Ils n'ont pas tous la même valeur et ne sont pas traités de la même façon. Au sein d'une communauté, ils échappent à l'immédiateté, à l'ici et maintenant et à la contingence des existences individuelles. Et pourtant, ces objets n'existent et tirent leur importance que par le sens que les individus vivants et présents leur donnent collectivement à un moment donné.

Le patrimoine suppose donc la reconnaissance collective d'une certaine valeur. Cela implique un processus d'identification du passé pour savoir ce qui doit être patrimoine en fonction de critères déterminants. Est-ce que l'objet mérite une certaine attention au point d'être conservé, d'être valorisé ? Pour devenir patrimoine, un processus de " mise en patrimoine " s'élabore. Ce processus n'est ni naturel, ni inéluctable, il suppose un travail de mémoire pris en charge par des acteurs qui détiennent en la matière une certaine autorité, eux-mêmes pris dans un contexte, dans des enjeux particuliers.

S'interroger sur ce que recouvre la notion de patrimoine conduit à se pencher sur la fabrication des objets patrimoniaux. Il s'agit de " mettre le passé devant soi " dans le présent, processus qui se nourrit des apports de l'histoire et de la mémoire. " Mettre devant soi ", c'est identifier, reconnaître, construire, fabriquer, ce qui conduit ensuite à exposer, rendre visible (mettre devant soi, mettre devant les autres) et inévitablement travailler sur le passé à travers le miroir subjectif de la mémoire vive.

Pour interroger la notion de patrimoine, sa place et son rôle dans nos sociétés contemporaines, nous nous appuyons sur deux exemples précis : l'étude des beffrois menée dans le cadre de ma thèse d'ethnologie, et l'habitat pavillonnaire de la banlieue parisienne, recherche réalisée par le laboratoire Culture et Société Urbaine sous la direction de Susanna Magri (2003).

A l'origine, les beffrois étaient élevés au Moyen Âge dans les cités qui avaient acquis un certain degré d'autonomie attesté par une charte. Les seigneurs féodaux leur accordaient ainsi "des libertés communales". Les beffrois, tours de guet, rythmaient le temps grâce à leurs cloches. Les échevins s'y réunissaient. Les salles obscures servaient parfois de prison et protégeaient les trésors. Les plus anciens témoignent de la splendeur d'une civilisation marchande passée et certains d'entre eux sont classés " Monuments historiques ".

Les chartes ancestrales sont précieusement conservées aux archives ou exposées dans les musées. L'organisation urbaine, politique, économique et sociale des villes a complètement changé. Les beffrois sont-ils pour autant des vestiges obsolètes coupés des réalités actuelles, témoins archaïques et silencieux d'époques lointaines ?

Pourtant ces tours sont sans cesse sous les feux de l'actualité. En 2003, une petite ville récente de la région de Dunkerque inaugure un beffroi tout neuf ! En 2004, les beffrois du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie ont fait l'objet d'une demande d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Les beffrois accompagnent depuis des siècles la vie quotidienne des habitants des villes du Nord, de la Picardie à la Zélande. Au centre des villes, ces tours cristallisent l'attachement. Présentées comme le support des identités, valorisées, soignées, célébrées au cours d'étranges rites, elles sont

devenues l'emblème des villes, d'une région et d'une aire culturelle. Des actes énigmatiques se déroulent à leur pied : divers objets sont lancés de leur sommet et des foules euphoriques se compressent contre leurs flancs pour les attraper. Des louches dégringolent du beffroi de Comines, des chats... en peluche... tombent à Ypres, une pluie de gâteaux s'abat sur Armentières, des harengs volent au-dessus des carnavaleux dunkerquois... Ces tours sont aujourd'hui devenues des figures incontournables des villes. Les beffrois sont réinventés, revisités. Ils peuplent les discours politiques, s'affichent sur les logos et les commerces, et deviennent d'immenses instruments de musique quand les poings des carillonneurs activent leurs cloches.

Comment ces édifices, nés d'un contexte lointain et disparu, peuvent-ils revêtir une telle importance aujourd'hui ?

En banlieue parisienne, un habitat " modeste ", typique de l'entre-deux guerre, auto-construit ou construit en série, ordinaire et longtemps dévalorisé, devient l'objet d'une attention particulière. Plusieurs démarches, prises en charge par diverses structures, s'intéressent à ce tissu urbain " quotidien " dans le cadre de projets d'actions culturelles et de préservations patrimoniales. Ce processus de constitution d'un patrimoine local soulève de nombreuses problématiques.

Le patrimoine est-il une trace objective du passé, de l'histoire, voire de la Grande Histoire, son incarnation matérielle ? Eveille-t-il l'émotion, l'affection ? Qualifier et rendre un objet " patrimoine " est-ce le soustraire à l'usure du temps, à la vie et ses transformations ? Les processus de patrimonialisation transforment-ils les monuments en musées, en archaïsmes, sans rapport avec le présent ? A travers quelques exemples précis, il s'agit donc de comprendre les enjeux qui traversent les rapports au passé incarné dans des objets valorisés, de poser les problématiques que soulèvent la fabrication, la valorisation et l'usage du patrimoine aujourd'hui et de montrer qu'ils s'inscrivent dans des enjeux actuels de transformation, de légitimation et d'identité.

Patrimoine, mémoire et histoire

Mémoire, histoire, et patrimoine ne se confondent pas, mais se rencontrent et se complètent. Le patrimoine, dans la langue courante, désigne les biens de valeurs, les biens signifiants, les " trésors du passé ". Il recouvre les objets hérités de ses ascendants, et suppose une transmission. Une génération en est le simple dépositaire et doit s'en s'occuper, le conserver, le préserver. La notion de patrimoine est complexe, paradoxale. Elle renvoie au temps qui s'écoule, à la mort, à la disparition, à la maîtrise du temps, au fantasme de l'éternité. Pour Pierre Nora, le patrimoine " est ce qui est encore visible d'un monde invisible ". " Visible " signifie que ce passé a laissé des traces matérielles et immatérielles qui ont encore une existence concrète, palpable, perceptible. Mais surtout, la " mise en patrimoine " consiste souvent à rendre ces traces visibles, pour ensuite les rendre encore plus visibles, stade suivant appelé " valorisation " (publication, restauration, évènement, inauguration, fléchage...). Cette mise en œuvre suppose des sélections, des choix, des critères. Le patrimoine donne donc une existence au passé dans le présent. Il en est une trace tangible, il donne une matière au passé, à l'histoire. Il révèle un attachement à certaines traces du passé, qu'elles soient matérielles, idéelles, culturelles ou naturelles.

La mémoire est flexible, adaptative, vivante. Cette faculté de convoquer le passé au présent est une activité permanente. Ce n'est alors plus le passé en lui-même qui apparaît mais une reconstitution, une reconstruction. Selon les enjeux personnels et sociaux, elle conserve, transmet, oublie. La mémoire est porteuse de valeurs, de symboles, d'émotions, de significations. Elle est " motivée " et " intentionnelle ". La convocation d'un souvenir se comprend dans le moment où cette émanation du passé apparaît, en fonction du contexte. Le souvenir n'est jamais une simple répétition. La mémoire, active, ne se réduit pas à un enregistrement passif et objectif des expériences. Elle trie, choisit en fonction de divers critères, et permet de donner un sens au temps individuel. Une mémoire partagée collectivement se construit à travers les interactions sociales, les échanges, le langage. Le patrimoine suppose ce vivre ensemble, il symbolise un passé commun. Ce n'est pas l'ensemble du passé, de l'histoire et de la mémoire, mais ce qui a été choisi pour représenter ce passé, et l'identité d'une communauté.

La notion d'histoire est, elle aussi, complexe. Elle sous-entend un rapport d'exactitude avec le passé. Elle désigne soit la continuité temporelle, la succession d'évènements, de la cause à l'effet, soit la discipline, c'est-à-dire l'opération intellectuelle, le discours critique, l'explication des causes et des conséquences. Elle suppose un souci d'objectivité, et tente d'y parvenir grâce à des méthodes scientifiques. L'histoire désigne à la fois le devenir historique et l'enquête sur la connaissance du passé, récit construit et organisé selon la chronologie des faits, des évènements passés, des actions humaines. Mémoire et histoire sont complémentaires, et le patrimoine est l'une des expressions de cette complémentarité.

Du Panthéon aux pavillons

Il existe différentes manières de mettre le passé devant soi : un érudit qui publie un ouvrage, une association d'histoire locale qui mène une recherche... Dans tout groupe, certaines personnes se positionnent comme gardiennes de la mémoire et se donnent la tâche de construire le passé pour le partager.

Cependant, en France cette notion renvoie au patrimoine institutionnalisé et recouvre des procédures juridiques, héritières de la Révolution, basées sur les principes d'universalité et d'irrévocabilité. Afin de comprendre certains enjeux autour de la mise en patrimoine, nous évoquerons ce que certains auteurs nomme le passage du " monument historique " au patrimoine (patrimoines sociaux ou ethnologiques). Il ne s'agit pas de retracer les grandes étapes de l'histoire du patrimoine, mais de voir comment les procédures de " patrimonialisation " actuelles sont marquées par cet héritage. En effet, l'idée de ce qui constitue le patrimoine n'est pas figée. Elle a évolué et les politiques de conservation ont été sans cesse réévaluées en conséquence. Le " Patrimoine " est longtemps resté entre les mains de la Nation et a servi les causes de la République unifiée.

A partir de 1789 émerge l'idée moderne de patrimoine national et d'héritage culturel qui appartient à tous. Le " sens social " des édifices de l'Ancien Régime, menaçant pour la liberté, est revu et corrigé pour que ces témoins deviennent des " monuments historiques ". L'héritage est réapproprié sous le signe de la culture et de l'histoire de l'art selon des critères pédagogiques de témoins de l'histoire de la Nation. On s'efforce de faire taire leur valeur d'usage et leur symbolique ancienne, religieuse ou monarchique. Les églises et les châteaux prennent un sens nouveau.

Peu à peu, ces édifices changent de statut : ce qui appartenait à quelques-uns uns appartient désormais à tous. L'idée de monument historique se structure au XIXe siècle. A partir de 1830, le patrimoine devient officiellement une affaire d'Etat : les pouvoirs publics se soucient de connaître les monuments, de les protéger et de les restaurer. La conservation des monuments fait partie d'une politique patriotique, visant à susciter un sentiment d'identité nationale. Le cadre juridique se déploie et pèse de plus en plus sur les décisions locales, notamment en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire. L'expression " Monuments historiques " est d'ailleurs révélatrice : c'est un édifice qui fixe et illustre l'histoire de la Nation.

Depuis la Révolution, la notion de patrimoine s'est structurée et a évolué par la prise en compte d'objets divers qui n'isolent plus le monument de son environnement. Le patrimoine a intensifié sa charge identitaire, et donc ses dimensions sociales, et devient même une ressource de l'action sociale. Ses dimensions économiques s'élargissent grâce, notamment, au tourisme.

Au fur et à mesure de l'extension de la notion de patrimoine, les pratiques de protection et de conservation ont été organisées à travers des instances spécifiques. C'est l'Etat qui prenait en charge, par le biais des services déconcentrés, l'identification, la conservation, et la valorisation. Les agents qui travaillent dans ces services le font en fonction d'orientations définies au niveau national. Mais leur activité s'effectue dans un cadre local où interviennent d'autres acteurs entendant faire valoir leurs compétences.

Cependant, la plasticité du patrimoine a continuellement créé des structures, des institutions, des postes, des rôles, et des méthodes spécifiques à chaque fois remis en cause, ré-interrogés à la lumière de nouvelles problématiques et de nouveaux rapports que la société entretient avec les " lieux " d'un passé plus ou moins révolu.

Depuis une vingtaine d'année, trois processus se superposent : la prise en compte d'époques de plus en plus récentes ; l'influence de nouvelles disciplines comme la sociologie, l'ethnologie, " la nouvelle histoire " et la géographie ; la revendication des collectivités locales et des associations pour obtenir une légitimité, des compétences et des moyens en matière de " patrimonialisation " institutionnelle. On est ainsi passé de l'objet matériel, exceptionnel, remarquable, le " monument historique ", " le mobilier et l'objet d'art ", à l'intégration d'objets immatériels comme les modes de vie, les relations sociales, les représentations et les activités humaines qui entourent ces objets. Le patrimoine comprend aussi les modes d'organisation sociale, leurs savoirs, les représentations, et les éléments qui fondent l'identité de chaque groupe. On s'intéresse désormais aux dimensions identitaires liées à l'inscription dans un territoire. Le patrimoine n'est plus seulement constitué de châteaux, de demeures ou de la matérialité pure mais il englobe aussi un rapport entre l'homme et le bâti. Cette prise en compte progressive de l'environnement physique et humain (abords, modes de vie, usages sociaux et valeurs) révèle encore un passé déterminé par le présent.

Fabrication et usages du patrimoine : le souvenir des morts et l'identité des vivants

Reinhart Kosseleck (1998) a montré le pouvoir des monuments aux morts qui réunissent les combattants, leurs familles et plus largement une communauté. Ces monuments suscitent un partage renouvelé et répété d'émotions. Ils rappèlent la souffrance des combats, la matérialité des corps. L'histoire des guerres est ressentie de l'intérieur, ce qui permet à la fois un processus d'identification et une construction d'une mémoire collective. Les commémorations régulières soudent les participants qui vivent ensemble une effusion partagée. On peut étendre cette analyse basée sur l'exemple des monuments aux morts aux monuments " des morts ". Certains processus d'identification donnent au patrimoine le pouvoir de relier entre eux les membres vivants d'un groupe (commémorations, appropriations). Cet exemple permet de nous interroger sur les liens complémentaires entre histoire et mémoire qui s'incarnent dans le patrimoine.

Lors des fêtes et des carnivals, les beffrois sont souvent " mis en scène ", notamment lors des " jets d'objets ". La population se serre autour de son beffroi, tout le monde participe ensemble à la célébration de la cité. Ces moments créent une dimension familière, un vivre-ensemble autour de valeurs partagées. Les habitants y cultivent un sentiment d'appartenance. En s'appropriant un monument, les habitants redéfinissent du local. Ces manifestations renouvellent la cohésion et construisent la mémoire collective, l'identité d'une ville. Les codes, rites, secrets, initiations renforcent cet aspect. Ces fêtes, qui s'organisent chaque année, ou de manière régulière, créent des réseaux où chacun a un rôle : les associations, les entreprises, qui participent, s'implantent affectivement dans la société locale, les élus qui subventionnent se réaffirment. D'ailleurs ce sont souvent des personnalités locales qui représentent la ville qui jettent des objets du haut des beffrois : les institutions municipales sont célébrées et les habitants clament leur appartenance à la ville.

Les manifestations qui se déroulent autour du patrimoine renouvellent sans arrêt la cohésion sociale. Ces appropriations de l'espace et du temps s'inscrivent fortement dans les mémoires et construisent l'identité d'un groupe. Les cycles commémoratifs et festifs permettent de se souvenir d'un événement passé, évoqué sous la forme d'une cérémonie ou d'un événement actuel. On préserve ainsi l'objet en lui donnant une nouvelle forme temporelle et matérielle. Il devient constitutif du présent et prend un sens nouveau. Nous retrouvons les propos de Reinhart Koselleck : " les monuments aux morts, associés à ces actes (commémoratifs) offrent un rôle plus large que celui du maintien du souvenir des morts pour lesquels ils furent érigés ".

La IIIe République a réinterprété l'église Sainte-Geneviève à l'occasion de l'enterrement de Victor Hugo. Devenu " Panthéon ", cet édifice inscrit dans l'espace la mythologie de la IIIe République Il est bien plus qu'un vestige du passé vide de sens. On y enterre en hauteur les pères de la société, les garants des valeurs de la Nation. Il constitue un exemple du culte des ancêtres incarné dans la monumentalité. La matérialité des corps renforce l'émotion, le recueillement, l'aspect spirituel. On y enterre des grands hommes, on valorise des modèles de civisme, de courage, on honore ceux qui ont construit la nation et son génie. Le Panthéon, comme les beffrois, est au centre d'une mise en scène qui permet de donner sens au groupe territorial.

L'émotion que suscite un monument, et les pratiques qui lui sont associées sont de puissants facteurs d'identification. Ces cycles qui célèbrent soit un événement passé (commémoration), soit un événement mythique et fondateur (fêtes, carnivals) inscrivent le passé dans le réel. L'individu sort de sa vie quotidienne pour participer en commun à la célébration de sa société. Dans ce moment d'exaltation et d'intensité extrême de la vie collective, l'espace et le temps deviennent vécus. Le patrimoine donne au groupe une matière sujette aux interprétations : la mémoire, pour se construire, a besoin de lieux de rencontre où elle s'expose. Elle est régulièrement réveillée par rites exceptionnels ou quotidiens qui rassemblent.

Cependant, on peut se demander si les processus de " mise en patrimoine " ne dénaturent pas l'objet visé en fixant, en figeant la mémoire, et en l'éloignant de la société dans laquelle il prend sens. En effet, la manière dont on valorise ou l'on se débarrasse d'un objet n'est pas anodine : poubelle, encombrant, brocante, antiquaire, exposition, musée... Ces classements, ces étiquetages produisent des effets qui transforment le sens des objets et ses appropriations (tourisme, effets économiques et effets d'image).

La mise en forme du passé

La " patrimonialisation " implique un changement de statut et de sens de l'objet (tri, sauvegarde, protection, fabrication, fixation de la mémoire). Comment " traiter " les patrimoines ? Se posent alors les questions de la recherche, de la restauration, de la valorisation, et de l'exposition.

Le patrimoine suppose une intervention sur le passé. Cette intervention, comme toute sollicitation de la mémoire, reste sélective. Le patrimoine est un produit d'un travail de mémoire, qui, selon des critères variables, va sélectionner certains éléments du passé pour les qualifier d'" objets patrimoniaux ". Cet acte de mémoire demande un travail à la fois sur le passé, mais aussi un travail sur les enjeux de la " patrimonialisation ", car regarder ce qui a de la valeur dans le passé, c'est aussi considérer qu'il doit être visible dans le présent, pour l'avenir. " La mise en patrimoine " est une remise en ordre du temps, une reconstruction, voire une transcription, une adaptation car elle considère toute la chaîne et s'adresse au final à un public dans un langage " adapté ".

Que garder, comment conserver, à qui et comment transmettre, et pourquoi ?

Les tris sont complexes et douloureux et peuvent s'effectuer selon des critères variés : affection, urgence face à la disparition, réhabilitation, volonté d'éducation, ancienneté... Ce travail suppose donc des choix dont les critères doivent être réfléchis et cohérents avec la manière, ensuite, de présenter ce choix. Il est orienté, guidé par des intentions précises, parfois différentes, parfois contradictoires entre les acteurs qui interviennent.

La muséographie soulève toujours des problématiques dans la présentation des objets sélectionnés. Ils deviennent inévitablement coupés de leur contexte, ils sont mis en scène pour être présentés devant les autres puisqu'ils ont dépassé " l'entre-soi " et qu'ils existent sous le regard des autres. Le débat qui a secoué le musée des arts premiers est révélateur : faut-il présenter ces objets comme des œuvres d'art pour leur beauté, leur intérêt esthétique, ou faut-il recréer le contexte de leur utilisation qui leur a donné un sens dans la société où ils ont été façonnés ?

Lors de notre visite du Musée Hospitalier de Charlieu, nous avons pu appréhender le quotidien des soignants et des malades. Les photographies, la mise en scène des objets, les mannequins tentent de recréer l'atmosphère et de faire sentir " l'esprit des lieux ", son passé. Et pourtant, la mise en musée crée une véritable distance spatiale et temporelle, car le statut des salles et des objets a changé. Il n'est pas question pour le visiteur de " jouer au malade " en se glissant dans un lit, ou d'expérimenter le matériel des soignants. Les barrières de sécurité, les affichettes " ne pas toucher ", le parcours cérémoniel canalise la visite. De la même manière, si j'avais apporté une louche lancée du beffroi de Comines et si je l'avais exposé, cet objet aurait pris un statut de témoin ethnographique. Mon discours se serait efforcé de raconter la " biographie " de la louche pour lui donner un sens, pour la " replonger " dans son contexte. Quand un habitant qui a attrapé une louche l'expose dans une vitrine de son salon, il lui donne aussi un sens : la louche, instrument quotidien, devient un trophée, et un faire-valoir identitaire.

Inventorier, identifier, reconnaître, inscrire sur une liste... la patrimonialisation implique donc un changement de sens de l'objet. En mettant les objets du passé devant soi et les autres, leur valeur se transforme. Est-ce les sauver que de les soustraire à l'usure du temps et des appropriations successives des hommes ? Comment " traiter " les patrimoines ?

Dans le roman *Le Carillonneur* écrit par G. Rodenbach à la fin du XIXe siècle, l'auteur traduit le rôle social du beffroi de Bruges. Ce roman s'interroge sur les éléments du passé, leur valeur de témoignage. Le protagoniste se heurte à la notion d'héritage, en cherchant une âme pure, irréaliste à sa ville qui s'est construite dans l'échange et le mouvement. Le héros, architecte-restaurateur et carillonneur comprend l'impossibilité de figer sa ville, mais ne peut se résoudre à son développement. Il n'arrive pas à donner une place aux changements et à l'industrie dans sa ville imprégnée d'histoire. Il lutte pour sa conservation au sein d'un groupe flamand, et combat la création d'un port industriel. La question de l'authenticité se pose aussi. Il préfère respecter l'usure des pierres, les traces du temps. Il s'oppose à d'autres restaurateurs qui recréent les sculptures et les couleurs criardes en fantasmant l'idée de ce que pouvait être Bruges au Moyen Âge et surtout en satisfaisant l'attente des visiteurs.

Un passé trespas dans le présent et les conflits de mémoire

Aujourd'hui, les beffrois sont les symboles du peuple, de la démocratie locale et de la citoyenneté. Ce discours est un exemple frappant des changements de sens d'un édifice à travers l'histoire. En effet, la vision actuelle des beffrois démocratiques et anticléricaux procède d'une double mythification. Cette réappropriation symbolique puissante est très vivante dans le discours militant. Cependant le beffroi était un instrument de pouvoir des bourgeois qui exerçaient une véritable tyrannie au Moyen Âge. L'organisation politique était loin d'être une démocratie tandis que le mot " anticlérical " n'est apparu qu'au XIXe siècle. Ces sphères étaient certes rivales dans le passé, mais n'étaient pas complètement séparées, il existait des coopérations à tel point que l'on suspendait certaines cloches communales dans les églises. Ce phénomène révèle la création de mythes urbains, nécessaires à la construction sociale.

Les beffrois sont inséparables de l'évolution institutionnelle des pouvoirs locaux. On constate ainsi une résurgence des beffrois à partir du XIXe siècle. Sous de multiples influences culturelles (mouvement d'appropriation du patrimoine, régionalisme), idéologiques (socialisme, anarchisme, paternalisme), politiques (installation de la IIIe République, création de la Belgique, fédéralisme, revendications et reprises d'indépendance des villes et des régions, décentralisation), événementielles (destruction du patrimoine par les guerres), identitaires (besoin de symbole fort pour des régions en crise ou en mutation) ou économiques (intensification des politiques touristiques), le beffroi a été réinvesti de sens et de significations. Le passé de ces tours a été réapproprié, réinterprété selon les époques pour lui donner sens dans le présent.

Ces diverses appropriations symboliques des beffrois se sont inscrites dans l'espace urbain. A Lille, le beffroi de la chambre de commerce construit au début du XXe siècle offre une certaine interprétation du passé puisqu'il évoque le rôle des marchands et des patrons dans la société. Le beffroi des ouvriers, celui de l'hôtel de ville, est parfois interprété comme une réponse. Voulu par le maire socialiste Gustave Delory dans le cadre d'une politique de lutte contre l'insalubrité, sa construction en 1932 marque les rivalités de l'époque.

L'étude de la construction d'un beffroi dans une petite ville du Nord a permis de mettre en évidence les conflits de mémoire au moment de la construction d'un centre-ville et de la destruction parallèle d'une cité de cheminots. En analysant au plus près du terrain des procédures de mise en avant ou d'effacement des objets incarnant des mémoires différentes, et à travers l'étude de cas concrets, on peut observer les enjeux politiques, économiques et sociaux dans lesquels prend place la patrimonialisation. L'édification d'un bâtiment symbolique permettait à la fois de concrétiser des ambitions politiques et de se donner des objectifs à travers l'interprétation de modèles urbains anciens, constitutifs d'une " culture commune ". Le beffroi contemporain, planté dans un espace neuf, devait aboutir à la réunion de quartiers géographiquement espacés et socialement différenciés. Le beffroi devenait ici symbole d'union, garant des institutions municipales, incarnation d'une politique, déclaration d'indépendance, et instrument d'un urbanisme aux vertus sociales. Parallèlement, la cité des cheminots, relativement isolée, véritable " Etat dans l'Etat ", a été détruite, et sa mémoire mise en veille. L'édification

d'un centre-ville " conforme " au modèle régional insufflait un vécu fabriqué dans un espace sans passé, sans histoire, chacun des acteurs (maire, adjoints, historien local, membres d'association...) posant sa pierre dans la construction, au sens propre comme au figuré, du patrimoine de la ville. Ce processus a engendré des conflits latents autour de la mémoire, du passé et du devenir de la ville, rendant plus ou moins difficile l'appropriation du nouvel espace.

Par ailleurs, la " mise en patrimoine ", reconnaissance collective, suppose un certain accord sur la valeur des objets, ou au moins un compromis entre des divergences et des convergences. Souvent, de nombreux acteurs interviennent avec une vision différente de l'objet et de la manière de le patrimonialiser.

Les processus de patrimonialisation

Malgré l'intitulé de l'intervention, il est difficile de tenir un discours purement théorique au risque d'un discours généralisateur et réducteur alors qu'au contraire, les manières d'appréhender le patrimoine sont multiples, diverses et prennent sens dans le contexte de leur élaboration. Les processus de patrimonialisation sont des fabrications particulières toujours prises dans un contexte spécifique. L'étude de la production et des usages du patrimoine nécessite que l'on s'intéresse aux agents et notamment à leurs interactions, dans le façonnement d'objets patrimoniaux. Les agents sont confrontés à des visions différentes : patrimoines uniques et exceptionnels ou bien représentatifs et ordinaires ? Les " mises en patrimoine " posent la question de la légitimité de ceux qui reconnaissent les objets en tant que patrimoine. Qui trie, qui sélectionne, qui élabore, pour qui, comment et pourquoi ?

La fabrication d'un patrimoine prend donc sens dans le présent. Pour l'illustrer, nous nous pencherons sur la valorisation concrète d'un patrimoine modeste quotidien à travers l'exemple des pavillons de la banlieue parisienne. Au début des années 1990, l'animateur du centre culturel d'une ville de la banlieue sud de Paris entreprend un travail de recherche sur l'habitat pavillonnaire. L'objectif est de collecter et de conserver des traces d'une mémoire qui disparaît inexorablement dans un tissu en pleine transformation physique et sociale. A la faveur des changements politiques, son action rencontre de nouveaux intérêts et il obtient le soutien du département et de l'Etat. Peu à peu, la démarche change de nature. Si, dès le départ elle est conçue comme un outil d'action sociale en valorisant un habitat jusqu'alors déprécié et en construisant une identité positive, les opérations (expositions, publications, conférences...) intègrent de plus en plus les projets et l'avenir de la commune concernée, et plus largement de ce type d'habitat en banlieue. La mémoire devient l'un des supports de la transformation de ces quartiers, et un outil de réflexion pour penser le devenir de ces quartiers.

Avec le tissu pavillonnaire, on passe d'un passé lointain à une certaine proximité temporelle, du remarquable et exceptionnel au représentatif, et même du matériel à l'immatériel, puisque l'un des objectifs ces opérations est de valoriser les modes de vie, les valeurs des hommes qui ont construit et habité ces maisons. L'animation culturelle locale, les collectivités territoriales mais aussi les agents de l'Etat ont développé des initiatives qui, ensemble, concourent à faire du pavillon un patrimoine à un moment donné. Comment le pavillon, témoin caractéristique du développement de la banlieue, a pu devenir objet de patrimoine " simple et modeste " ?

Pour les professionnels traditionnels du patrimoine, ce mouvement d'élargissement du patrimoine interroge. L'inventaire général, avec qui le département a passé une convention, est alors chargé de réaliser l'inventaire topographique de la commune en liaison avec les partenaires départementaux et la structure culturelle locale. Le service de l'inventaire général s'appuie sur des méthodes extrêmement rigoureuses basées sur des grilles préétablies permettant une lecture descriptive des caractéristiques architecturales. Le but est de dégager une valeur " la plus objective possible " afin de rendre compte des richesses d'un territoire. Les agents de l'inventaire ont reçu une formation classique relative à l'histoire de l'art, à l'architecture et aux techniques de construction. Ils décrivent les objets dans leur réalité physique. Les professionnels institutionnels de la patrimonialisation transposent difficilement un savoir-faire, des compétences d'identification et de conservation à des objets plus ordinaires, ce qui ne va pas sans poser des questions.

Pour d'autres agents, notamment des animateurs culturels qui interviennent au niveau local et qui ont plutôt des formations en sciences sociales, la patrimonialisation s'appuie sur d'autres méthodes dégageant la mémoire des lieux, les savoir-faire, les imaginaires, les façons de vivre un territoire. Il s'agit aussi pour les animateurs d'intervenir par le biais d'une action sociale valorisant l'identité de la ville. Pour les membres du Conseil Général de ce département de la banlieue parisienne, l'enjeu est de construire l'identité d'un département relativement jeune alors qu'il souffre d'un " déficit " monumental... sans oublier les enjeux économiques (image et attraction d'un département et installation d'entreprise de pointe) et sociaux (revaloriser les quartiers sensibles). Pour les acteurs locaux, la valorisation de ce tissu s'inscrit donc dans la Politique de la Ville et dans l'aménagement du territoire. Les uns se saisissent du pavillon comme objet identitaire, mais aussi comme support d'images voire d'imaginaire. Le patrimoine devient un outil de promotion de la banlieue. Le département et la commune se dotent ainsi d'institutions pour identifier son propre patrimoine. Pour les collectivités locales, la durée du travail de l'inventaire et sa dimension scientifique en font un travail difficile à exploiter dans les actions en direction du grand public et a par conséquent une faible lisibilité et donc...une très faible rentabilité politique (un mandat d'un conseiller général dure six ans tandis que l'un des inventaires a duré 30 ans !) L'interdépendance entre ces structures (subventions d'un côté, reconnaissance et compétences de l'autre...) impose l'émergence d'un compromis qui donne une certaine forme à cette " mise en patrimoine ".

Ce qui se joue dans les politiques locales du patrimoine, c'est non seulement la définition d'une politique alternative de celle de l'Etat, mais aussi la recherche d'une certaine complémentarité entre différentes actions sur le patrimoine et la position des uns et des autres par rapport aux différentes institutions et associations évoluant au niveau local. Jusqu'à présent, l'Etat représentait, au travers des services déconcentrés, l'autorité en matière de création et de jugement de ce qui était monument et mémoire. Avec la décentralisation, et l'investissement croissant des collectivités en matière culturelle, les collectivités demandent le droit de décider ce qu'elles considèrent comme patrimoine, comme une réponse politique à la construction sociale, économique et culturelle d'un territoire. Ce qui ne va pas sans poser problème, car, dès lors, le patrimoine et les intérêts locaux peuvent s'enchevêtrer et se contrarier.

Pour les spécialistes institutionnels, la patrimonialisation implique une conservation et une sauvegarde dans un état le plus fidèle possible à une essence préétablie, comme témoignage d'une époque passée. Cette vision rend difficile le concept d'élargissement du patrimoine à des objets apparemment sans valeur (esthétique ou architecturale) puisque cela les figerait. Au cours de cette enquête en banlieue parisienne, nous avons pu constater que pour d'autres agents, le patrimoine est une notion plus floue, plus vivante, qui peut concerner l'ensemble des éléments témoins d'une histoire locale, et qui ne suppose pas forcément une conservation pure. Or, les " mises en patrimoine " traditionnelles freinent certaines municipalités, car elles imposent l'intervention de l'Etat dans les décisions locales et " gèlent " le tissu urbain. Dans ce département de banlieue, il y a eu des tentatives de créer des coopérations entre les différentes structures (municipalités, DRAC, SDAP, services départementaux...) pour gérer en commun un patrimoine intégré dans un tissu urbain vivant voué, pour les politiques et les aménageurs, à se densifier et se réorganiser. Face à la nécessité de protéger les traces de ce passé pavillonnaire, d'en conserver certaines traces et d'intervenir sur la ville, certains acteurs ont voulu croiser leurs compétences, tenter des coopérations. Ils ont esquissé la notion de patrimoine " transformable ", qui supposerait un travail collectif, dans le cadre de politiques concertés de patrimoine et d'aménagement du territoire.

Conclusion

La " patrimonialisation " est un processus particulier qui prend sens dans un contexte et qui est sans cesse re-fabriquée, en constante reconstruction. L'essentiel reste de comprendre qui sont ces " faiseurs de mémoire ", et d'analyser dans quel contexte se construit un discours sur le passé. Le patrimoine, trace de l'histoire, comprend le sens que les sociétés donnent aux choses du passé et dont la sauvegarde et la transmission paraissent indispensables.

Le patrimoine pose la question des rapports entre une mémoire subjective qui rapproche affectivement les êtres d'un groupe entre eux, et celle de l'histoire compréhensive et vigilante qui lutte

contre les réaménagements dangereux. Le patrimoine, les monuments, et les pratiques qui sont associées renouvellent l'existence d'un passé actualisé dans l'identité et la mémoire collective, ils donnent une consistance, une matière au passé. Avec le patrimoine, le passé est senti, ressenti, vécu, il n'est pas que théorique, continu ou dé-hiérarchisé au profit d'une objectivité des événements. Un passé sans subjectivité est un passé sans mémoire, et donc sans identité. Histoire et mémoire se rencontrent. Témoignage réel de l'histoire, support de la mémoire, le patrimoine donne corps au passé, le plante dans la réalité et permet des interprétations qui donnent sens au groupe.

A chaque " mise en patrimoine ", on peut tenter de restituer la logique qui pousse les acteurs à s'approprier des objets pour redéfinir du local, de l'identité. Le patrimoine n'est jamais donné. Les différents acteurs le " fabriquent " à leur manière. La description du rapport aux beffrois dans des contextes sociaux, politiques et historiques permet de dégager les multiples opérations à travers lesquelles ils sont valorisés. En s'appuyant notamment sur la démarche de Michel Agier, on peut s'intéresser à la manière dont certains acteurs créent à la fois une dimension familière et un entre-soi, des réseaux et des circulations relationnelles, et, enfin, des formes d'expressions rituelles qui donnent à un lieu la dimension d'espace public. De telles entreprises mettent en jeu des personnalités, des institutions, des intérêts politiques, touristiques, culturels et scientifiques...

Les beffrois sont bien plus que de simples reliques du passé. Ces tours, au centre de l'activité, restent le cœur battant des cités grâce au carillon. Sous de multiples influences culturelles, historiques, identitaires, économiques et touristiques, les beffrois ont été redécouverts et revisités. Dépositaires d'une mémoire évolutive, ces tours prennent un sens nouveau. Le rôle donné aux beffrois dans l'espace, le temps, les fêtes, les symboles relie les citoyens entre eux, marquent les mémoires, renforcent l'attachement et construisent les identités. Ces édifices sont un exemple frappant des enjeux autour de l'appropriation du patrimoine dans nos sociétés contemporaines.

Réceptacle de l'identité, facteur de cohésion d'une société, lien matériel entre les temps, le patrimoine, témoin de l'histoire, acquiert une dimension sociale, affective et émotionnelle. Ainsi, selon André Chastel (2000) " aucun élément patrimonial n'a de sens en dehors de l'attachement des sociétés intéressées ".

Marie-Lavande Laidebeur
Ecole des hautes études en sciences sociales

Ecouter les mots, les corps, les silences : comment recueillir un récit de vie ?

Avertissement : la retranscription suivante garde la marque de l'oralité, les exemples développés en situation n'ont pas été rapportés. Cette intervention s'appuie sur des références qui ne sont pas toujours rappelées, elle s'inspire beaucoup du manuel de Blanchet et Gotman (1992) que nous invitons le lecteur à consulter.

L'ethnographie est basée essentiellement sur l'observation, l'implication, l'expérience. Elle met en œuvre des principes de méthode qui sont essentiellement des savoir-faire ne pouvant se transmettre que par la pratique. Mais elle utilise également un certain nombre de techniques qui peuvent s'enseigner de manière formelle, dont l'entretien et la méthode des histoires de vie. " *Les ethnologues ont été les premiers à donner à cette démarche un statut scientifique et à faire de cette méthode un art* " affirmait Balandier.

L'objectif de l'intervention est de vous livrer un certain nombre de " clefs de 12 " de l'ethnologue concernant le recueil des récits de vie.

Une des meilleures définitions de l'entretien est à mon sens celle d'" improvisation réglée " donnée par Blanchet et Gotman. En raison de la nature problématique des données que l'on construit par cette méthode, on va le voir, mais également en raison des compétences exigées par l'exercice. Pour qu'un entretien fonctionne, il faut être capable en même temps d'être là, vraiment là, totalement à l'écoute de l'autre et de savoir improviser, mais pour qu'il produise des effets de connaissance il faut l'avoir préparé et être capable de le cadrer.

1- La préparation des entretiens

Tout le monde n'a pas la même capacité à se raconter : il y a des gens qui ont l'habitude de se raconter, d'autres qui ne se sentent pas socialement autorisés à le faire, des gens qui s'érigent comme porteurs d'une mémoire collective, et qui peuvent être légitimés comme tels, d'autres qui ne se sont jamais racontés. Certains, comme les *chibanis* dont on vous parlera tout à l'heure, ne trouvent même plus dans l'environnement des traces matérielles de leur vécu. Les cadres matériels et sociaux qui soutiennent ordinairement la mémoire sont ici inexistantes, tant leur histoire est illégitime...

Votre rôle dans l'un ou l'autre cas ne sera pas le même, c'est pourquoi il est important de préparer ces échanges.

Importance du " canevas "

Il faut au préalable construire une grille d'entretien qui est à considérer comme un guide. L'idéal est de l'intégrer pour l'avoir en tête, mais de l'oublier en situation. Un entretien ne fonctionne que si vous êtes présents, impliqués, attentifs à ce qui est dit, et non obnubilés par vos questions.

La trame est ici donnée par la chronologie, mais n'oubliez pas que la mémoire n'est pas linéaire. Par analogies, associations, le récit peut vous amener à brûler les étapes. L'idéal est de pouvoir respecter l'enchaînement propre des individus (et de les analyser).

L'entretien n'est pas interrogatoire...

Efforcez vous de ne pas assaillir les personnes de questions, de ne pas les obliger à rentrer dans votre grille. Il faut adapter votre canevas à la situation et non l'inverse, aider la personne à développer la cohérence interne de son discours.

Votre objectif doit être de déclencher des récits et non pas des réponses.

Trouvez des questions qui ouvrent le chemin du récit. Formulez des questions qui soient les plus ouvertes possibles. *Ne pas induire les réponses* : soyez vigilants dans la formulation de vos questions à ne pas induire les éléments de réponses attendus. Travaillez vos questions de façon à ce qu'elles mettent en œuvre cet " athéisme du regard " auquel engage l'ethnographie (selon la belle formule de

François Laplantine, 1996). Il faut cultiver votre curiosité, vos capacités d'étonnement. Mettre en œuvre cette règle d'or de la démarche du décentrement qu'est l'absence totale de jugement. *Ne jamais formuler de jugements de valeur, de morale, ne pas donner son opinion...*

En même temps, si vous restez froidement impersonnels, vous ne récolterez qu'un discours en conséquence. " *Tout l'art consiste à calibrer les distances sociales* " affirme Richard Sennett.

Ne pas juger veut dire ne pas poser de questions normatives mais également ne pas assujettir ce qui est dit à des critères du vrai et du faux. Commencez au contraire par écouter pleinement ce qui est dit (ultérieurement il faudra essayer de comprendre ce qui est dit au travers de la fiction, du récit...)

Pour soutenir la production discursive

Vous pouvez solliciter la personne comme " *témoin* " d'un monde, d'un milieu ou comme " *indigène* ", solliciter sa compétence d'observation, sa connaissance d'un monde, d'une époque ou faire appel à sa propre expérience subjective. Ce sont des postures très différentes. Si le " *je* " a du mal à se construire, le récit peut se libérer en partant du je- témoin.

Pensez à des thèmes plus précis qui peuvent servir de guide, de fil conducteur, et aider la mémoire à se raconter. Pour chaque thème, définissez une question centrale et des sous-questions, des demandes de précisions.

Les questions doivent être claires (ne pas construire questions pompeuses, alambiquées, compliquées) et adaptées (il faut adapter son langage aux personnes que l'on rencontre).

Cette grille est à penser comme un pense-bête, elle permet de vous préparer, et de ne pas oublier les thèmes importants que vous voulez aborder.

2- L' écoute

Lancez la première question et adaptez au fur et à mesure votre grille, réajustez vos questions au récit (pour qu'il fonctionne, il faut considérer l'entretien comme un processus interlocutoire et non comme un prélèvement d'information affirment Gotman et Blanchet).

La première question est essentielle. Commencez l'entretien par *des questions descriptives, sollicitez la personne sur un registre qui lui est familier, sur lequel elle est à l'aise*.

Ne pas couper l'interviewé (sauf s'il part dans une longue digression sans rapport avec le thème qui vous intéresse. Et encore... On apprend beaucoup des détours et digressions des interviewés).

Ne pas s'engager dans un débat d'idées, d'opinions, mais s'impliquer dans un échange, une conversation, dans laquelle vous ne portez pas de jugements.

*Utiliser au maximum les **relances*** (tout l'art de l'entretien est là) :

- Elles peuvent prendre la forme de demandes de précision, d'approfondissement (c'est-à-dire ? Est-ce vous pourriez préciser ? Comment ça ?..Sollicitez des exemples concrets, des anecdotes) ;

- Vous pouvez reprendre un événement qui vous intéresse (notion **d'écho-contenu**) ;

- Ou bien faire une proposition d'interprétation (si je vous comprends bien, vous pensez que...) (notion de **reflet-interprétation**) ;

- Ou simplement des hum, hum, ha bon, etc.

Ce système de relances doit permettre d'aider le locuteur à préciser sa pensée. Elles constituent à proprement parler la technique d'entretien (faire très attention à la manière dont vous relancez le discours, ces interventions influencent énormément le cours du récit).

Soyez concentré sur ce qui est dit, les meilleures questions sont souvent celles qui émergent de la situation. *Ne pas hésiter à rebondir sur une association, une idée qui vous semble étonnante, intéressante...* (sans forcément interrompre la personne, gardez la question dans coin de votre tête).

Ne pas avoir peur des silences (ne pas meubler à tout prix)... Laissez le temps à la parole de se décanter, à la mémoire de retrouver son chemin... Apprenez à entendre également ce qui est dit dans ces moments de pause, ce sont des respirations, des réflexions, des émotions...

Écoutez également le langage du corps : soyez attentifs à la manière dont il accompagne la parole. Parfois le corps s'avance ou se recule, manifeste un trouble, exprime l'indicible.

L'entretien n'est ni une manipulation technique ni seulement une rencontre, c'est une " improvisation réglée " (Gotman et Blanchet). C'est un exercice éprouvant, épuisant qui demande une grande concentration : être impliqué, dans l'interaction et en même temps en recul, dans la réflexion, l'anticipation ... On est à la fois dans la relation et à l'extérieur.

3- Des données problématiques

Le paradoxe de l'entretien est qu'il constitue un outil irremplaçable (parce qu'il permet de collecter un matériau d'une grande richesse) mais qu'il a de grandes faiblesses méthodologiques.

La dimension interpersonnelle de l'entretien fait que chaque situation d'entretien est unique. **Plusieurs facteurs rentrent en jeu qui influencent les discours :**

- Les lieux où se déroule l'entretien ne sont jamais neutres (le contexte commande des rôles et des conduites spécifiques) ;

- Le moment joue également, vous pouvez rencontrer les personnes dans un mauvais jour. L'entretien ne donnera rien, deux jours plus tard, avec la même personne, dans le même lieu, l'entretien pourra donner lieu à un échange très fructueux...;

- L'identité de l'interviewer (les différences d'âge, de sexe, de position sociale, etc.) influe également sur les discours : les récits sont également construits en fonction de cette identification.

Les réactions de l'enquêteur, même les plus anodines, peuvent également influencer le fil d'un entretien.

L'informateur développe également des *stratégies* pour tirer parti de l'entretien (gain de prestige, reconnaissance sociale, légitimation de son point de vue, etc. .) ce qui peut contribuer à formater le récit. Il peut également développer des stratégies défensives pour minimiser les risques de la parole (dissimulation, omission, réponses lapidaires pour se débarrasser de l'ethnologue...).

Les discours recueillis sont donc un construit de la situation d'entretien. En outre, l'entretien est une improvisation réglée parce que chaque situation d'entretien est singulière et produit des effets de connaissance particuliers.

Cet outil a donc de grandes faiblesses méthodologiques car l'entretien produit une " *illusion réaliste* ", une " *fausse conscience d'objectivité* ".

D'un point de vue méthodologique, la rigueur consiste dès lors à :

- Tenir compte dans l'analyse des mécanismes de co-construction des récits. " *Chaque interview biographique est une interaction sociale complexe, un système de rôle, d'attentes, d'injonctions de normes et de valeurs implicites, souvent aussi de sanction (...)* " (Ferraroti, 1983 : 52.) ;

- Croiser différentes données (ne pas se contenter des discours) ;

- **Recontextualiser** les discours, pour les analyser correctement. Pour pouvoir les recontextualiser correctement, il faut d'un point de vue épistémologique :

- Ne pas confondre histoire et mémoire : s'interroger sur les rapports entre mémoire individuelle, mémoire sociale, et histoire. L'histoire de vie ne peut être appréhendée comme un ensemble d'éléments illustratifs du déjà connu de l'histoire¹. Les histoires de vie ont une valeur non seulement d'illustration.

Elles peuvent être révélatrices, on peut lire une société au travers d'une biographie comme l'affirme Ferraroti (à condition notamment d'analyser toute son épaisseur d'interaction sociale) ;

- Ne pas chercher dans ces récits de vérité historique : la mémoire est toujours un récit.

Se souvenir, c'est non seulement accueillir, recevoir une image du passé mais c'est aussi faire quelque chose, l'acte de faire mémoire, complexe au niveau cognitif et pratique, est un acte de reconfiguration narrative à partir du présent, rappelle Paul Ricœur. " *Un récit biographique n'a rien d'un compte rendu de fait divers, c'est une action sociale à travers laquelle un individu totalise synthétiquement sa vie et l'interaction sociale en cours, au moyen d'un récit* ". (Ferraroti, 1983)

Le sujet de la mémoire n'est pas simplement le " je " de la première personne du singulier. Le souvenir est une sorte de discours que le sujet se tient à lui-même dans une langue commune qui est langue des autres. Entre la mémoire vive et la mémoire collective (publique), il y a l'importance de la mémoire des proches, des groupes primaires à partir desquels, depuis lesquels l'individu se construit. L'histoire de vie est le récit d'un " je " qui se construit en situation par rapport à un " tu ", à partir de plusieurs " nous " face à des " ils ".

Cette reconfiguration narrative joue un rôle essentiel dans la construction des identités. Nous fabriquons la cohérence et la continuité de notre identité au travers de ces petites histoires que nous nous racontons sur nous-même que Paul Ricœur a analysé par le concept d'identité narrative.

note

¹ Pour Ferraroti, cette méthode conduit à réinterroger l'histoire : " L'histoire de vie comme méthode autonome implique nécessairement une historicité " non historiciste ". En d'autres termes elle implique une rupture avec la conception de l'histoire en tant que succession diachronique vers la prétendue vérité d'un sens général détenu par les élites qui seraient les dépositaires exclusifs de la valeur " (Ferraroti p. 30).

Virginie Milliot
Université Paris X Nanterre

Les béguinages : histoire d'une reformulation d'un patrimoine

Il me revient de présenter un cas concret, un exemple d'action ayant pris corps dans un lieu que l'on peut qualifier de patrimonial. Le fil conducteur sera l'étude socio-anthropologique du processus par lequel un lieu constitué en " patrimoine " est réinvesti au présent, ou parfois par lequel la forme de ce lieu et l'idée de ce lieu sont les supports d'une nouvelle fonction. Il s'agit ici d'actions à caractère médico-social : des béguinages, ensembles urbains clos, issus du Moyen Age, regroupant de petites maisons autour d'un espace central, sont, en effet, réinventés en lieux de vie et de soins pour personnes âgées et personnes atteintes de troubles cognitifs.

Cette présentation est le fruit de travaux menés autour de questions similaires, conduites dans deux contextes et selon des finalités différentes. Le premier travail a été réalisé dans le cadre d'une maîtrise de sociologie : il s'agissait d'une recherche sur les béguinages et plus spécifiquement ceux de Saint Quentin, dans l'Aisne (Villez, 2001). L'autre a permis de compléter ce premier travail. Il s'agit d'une étude menée pour la Fondation Médéric Alzheimer sur la question de l'architecture et les différentes façons dont elle peut être utilisée, conçue et appropriée pour devenir un élément de réponse aux questions posées par l'accompagnement des personnes atteintes de troubles cognitifs¹.

Le patrimoine sera ici considéré, non dans son immobilisme, mais en tant que phénomène social vivant. Au delà de ses dimensions institutionnelles et de sa patrimonialisation, locale et mondiale, c'est plus en tant que phénomène " social ", c'est à dire réinvesti par des acteurs, qu'il nous intéresse. Comme nous le verrons, ces deux dimensions, institutionnelle et sociale, se mêlent sans cesse.

A partir du postulat que " les formes informent ", ce qui nous intéresse ici, c'est avant tout la signification qui se dégage de ces ensembles et de leur résurgence en tant que lieux dotés de nouvelles fonctions et de nouveaux usages, plus ou moins hérités et plus ou moins en rupture d'avec le passé. A partir de ce que l'on garde, de ce que l'on retient des béguinages pour répondre à des enjeux contemporains, la question sera posée du traitement qu'une société et qu'une époque réservent aux traces de son passé et à un groupe identifié de personnes, destinataires de ces actions.

Pour comprendre les enjeux qui traversent aujourd'hui les béguinages, il est essentiel de les inscrire dans " la longue durée " et de restituer les termes dans lesquels ils se sont développés selon les époques. C'est pourquoi nous retracerons l'histoire de ce processus de réinvestissement en présentant d'abord l'origine et le contexte d'émergence du mouvement dit du " béguinisme ", ayant donné naissance au Moyen Age à cette forme urbaine, le béguinage. Enfin nous étudierons le devenir des béguines et des béguinages. Nous mettrons, dans une seconde partie, en perspective les usages contemporains des béguinages que nous avons étudiés puis poserons quelques limites et questionnements autour de cette réapparition.

Mise en perspective :

Origine

L'histoire du mouvement béguinal, est l'objet de diverses interprétations et relève d'une réalité assez complexe. L'histoire générale que l'on peut malgré tout tracer, et dont je vais présenter ici les grandes lignes, ne doit pas faire disparaître les spécificités de chacun des béguinages et du mouvement des béguines, selon les régions et les époques...

Le propos ne sera pas ici de traiter l'histoire du mouvement dans son exhaustivité mais d'éclairer les enjeux contemporains de l'appropriation actuelle des béguinages par la profondeur historique, en se concentrant sur l'histoire sociale de ce mouvement et le mode de vie particulier qu'est le béguinage, dans l'intérêt spatial et social qu'il revêt.

Le centre actif du mouvement et de l'implantation des béguines et béguinages était l'ancienne Flandres, et plus particulièrement l'actuelle Belgique, Hollande, même si on trouve des béguinages plus

méridionaux. Ce mouvement se développera également dans la Vallée du Rhin et l'Italie du Nord, suivant ainsi la carte de l'urbanisation autour de pôles économiques forts. C'est dans cette zone géographique que la représentation collective fixera les " vrais béguinages ", " LE modèle de référence ". Aujourd'hui leur réutilisation suit d'ailleurs principalement la même carte.

Contexte d'émergence

Un renouveau religieux

La naissance de ce mouvement, début du 13^e siècle, s'inscrit dans le cadre du renouveau religieux en Occident, renouveau qui a eu beaucoup de succès chez les femmes. Dans une moindre mesure, des hommes sont également concernés par ces mouvances (les béguines trouveront par exemple leur équivalent masculin avec les Béghards).

Ainsi, au Moyen Age, beaucoup de mouvements que l'on appelle " semi religieux " se développent dans une rupture recherchée d'avec les cadres traditionnels de la religiosité, dans la volonté d'une foi plus proche du Christ et d'une spiritualité personnelle, inventant une voie laïque à la vie religieuse.

La charité est également de ces mouvements, elle est considérée comme un acte d'amour envers le Christ, présent en tout homme, et comme une façon de le servir et de lui ressembler. Ainsi, le pauvre, le souffrant devenait au cœur de la vie chrétienne de par sa proximité d'avec le Christ. C'est dans ce contexte que se développe une série d'institutions d'hospitalité.

Les béguines, partie prenante de cette mouvance, sont donc des femmes " semi religieuses ". L'originalité de ce mouvement relève de la non prononciation de vœux perpétuels et d'un mode de vie proche de l'idéal apostolique, et donc proche du Christ. Elles respectaient en effet des règles de chasteté, de pauvreté, de dévouement et de liberté vis à vis de toutes familles monastiques. Elles vivaient simplement dans un temps partagé entre travail, œuvres de charité, visites et soins des malades, prières. Elles se sont construites une place tout à la fois dans et hors du monde, qu'elles rejetaient en partie sans le fuir totalement.

Explications socio-démographiques

L'explosion démographique, la baisse de la mortalité féminine et l'excédent de femmes sont des facteurs expliquant l'émergence d'un tel mouvement. Beaucoup de femmes sont exclues du mariage ou le refusent. A une époque où seuls le mariage et, à défaut, le couvent offrent un statut honorable aux femmes, devenir béguine permet alors d'avoir une place et de s'assurer subsistance. Ce mouvement, basé sur l'autogestion d'une communauté et sur une forte solidarité féminine, peut alors être lu comme le premier mouvement féministe, même si les béguines restent parfois sous contrôle et parfois protection des hommes et de certains ordres. Ces femmes, en effet, tentaient de s'émanciper de l'emprise des hommes et de l'Eglise par l'invention d'un mode de vie et de chrétienté.

Un phénomène urbain

Les seules explications religieuses et démographiques ne suffisent pas, elles doivent être complétées par le contexte urbain, qui est, à l'époque un territoire de prédilection pour ces mouvements et notamment pour celui des béguines.

L'émergence des béguines est indissociable du développement communal de l'époque et de la bourgeoisie urbaine. Jusqu'à la moitié du 14^e, les béguines se recrutent fortement parmi les femmes des classes aisées urbaines, issues du commerce. Beaucoup s'engagent, en réaction à la corruption intellectuelle et sociale qui se développe dans les cités médiévales. Par ailleurs, l'excédent

démographique féminin de cette époque, dont les causes sont multiples, est encore plus prégnant dans les villes. Ce n'est que petit à petit que le béguinage s'ouvrira aux femmes moins aisées, veuves ou célibataires, et deviendra lieu d'accueil des pauvres contraintes au vagabondage. Ainsi, il prendra une fonction économique et sociale.

Le Béguinage : une réponse spatiale adaptée :

Cette conception particulière de la spiritualité se matérialise par une morphologie singulière : le béguinages. Ces unités d'habitation et de travail, îlots dans la ville, regroupent au sein de leur enceinte des maisons individuelles mitoyennes et des maisons conventuelles, le plus souvent autour d'un jardin central. Les béguinages se situent à proximité ou abritent, une église, un hôpital ou toutes autres institutions utiles aux activités charitables ou socio-économiques des béguines. Cette enceinte, dont l'accès est souvent régulé par une porte que l'on ferme la nuit, est matérialisée par de hauts murs.

Il faut cependant préciser que les béguines ont existé avant les béguinages. Initialement, il existait une diversité de modes de vie des béguines, et des types de béguinages. Ce n'est que petit à petit que le béguinage de type " enclos " se systématise et qu'une identification, quasi consubstantielle, se fixe entre les béguines et ces bâtiments. On est béguine tant qu'on vit au béguinage et vivre au béguinage " étiquette " comme béguine.

L'architecture constitue une réelle projection au sol des rapports sociaux, mise au service d'une philosophie, d'un mode de vie, qu'elle crée et permet, dans le même temps, de faire exister. Le béguinage instaure et traduit une distance physique et symbolique entre deux groupes, entre les béguines et la société laïque. L'architecture se veut répondre à une exigence de respect de l'équilibre entre vie communautaire et individualité. Le béguinage matérialise cette ambivalence entre rejet et acceptation du monde, entre attirance et répulsion, entre choix volontaire et assignation à un lieu particulier. Une lecture double du béguinage et de sa fonction s'impose donc dès l'origine et continuera à s'imposer jusque dans les usages contemporains.

Comme nous l'avons vu tout à l'heure, le mouvement des béguines était lié au développement urbain. Le béguinage, enclos dans la ville, elle-même fortifiée ou enclavée, fait échos à la forme dominante des villes du Moyen Age. L'enceinte est un élément emblématique de la ville médiévale, élément fondamental d'une " mystique de l'indépendance " (Raulin 2001), elle atteste de l'effacement des féodalités. Il semble également important de préciser que les béguinages, dans leur construction sont souvent le reflet de l'architecture locale, par les matériaux et formes qu'ils utilisent.

La forme d'enclos devient alors, la forme qui se développera et perdurera à travers les siècles. Aujourd'hui c'est elle qui est largement associée à ce mouvement, qui en fait l'identité et l'originalité : on le voit à travers les propos des gens, à travers leur patrimonialisation, mais aussi lorsqu'on convoque la littérature, la peinture.

Devenir

Globalement les béguinages ont été dévastés et le mouvement des béguines condamné. Mais, ils n'ont pas eu à souffrir du même sort en tout lieu.

Initialement, ces institutions charitables sont légitimées par la paupérisation de la société et le contexte religieux. Incarnant la liberté de pensée et d'agir, les béguinages et les béguines feront rapidement l'objet de méfiance de la part de l'Eglise et d'une certaine frange de la population. Ils seront massivement taxés d'hérésie et pour certains violemment condamnés et dévastés par l'Inquisition. Ils

bénéficieront cependant parfois de la protection et du soutien matériel du pouvoir séculier. A travers les siècles, ce dernier a joué un rôle central dans la constitution et la pérennité des béguinages..

La Révolution française marque un tournant dans le devenir des béguinages. S'est en effet posée la question du statut que les autorités françaises donneraient aux béguines et quels sorts leur seront alors réservés ? Sont-elles des laïques faisant œuvres caritatives ou sont-elles des religieuses ? Selon les villes et le niveau d'engagement caritatif, leurs sorts seront différents. En France, les béguinages perdent presque partout leur acception religieuse et le mouvement des béguines est anéanti. Cependant, si le mouvement n'existe plus, globalement, les bâtiments qui l'abritaient perdurent sous un autre usage. Les béguinages deviennent dès 1803, dépendants et à la charge des autorités urbaines et des commissions municipales des hospices civils, rattachés aux bureaux de bienfaisance. Ils deviennent donc légalement des établissements, où dominent les fonctions hospitalières, où vivent des femmes seules, veuves et âgées, loin de toute acception religieuse et spirituelle originelle. Ici les béguinages croisent déjà le traitement réservé aux indigents et aux vieux.

Visibilité et usages contemporains

Pendant une certaine période, béguinage et béguine ne font qu'un. Cependant, nous avons vu que les béguines ont préexisté aux béguinages, et que les béguinages perdurent au delà des béguines, et ce jusqu'à nos jours.

Aujourd'hui, la présence et les usages des béguinages sont multiples. Ils peuvent avoir un caractère plus ou moins institutionnel, plus ou moins " mémoriel " : certains sont totalement ou partiellement muséifiés, d'autres sont à l'abandon. Les uns deviennent des résidences d'artistes, la plupart sont des logements locatifs accueillant différents types de populations. Les béguinages sont donc l'objet de convoitises très diverses.

Il faut également signaler le processus de patrimonialisation qu'ont connus certains béguinages, point qui, s'il n'est pas notre angle d'étude, est en toile de fond des mutations de ce qui est alors officiellement estampillé " patrimoine ". En 1998, treize béguinages flamands ont été inscrits sur la liste du patrimoine culturel mondial de l'UNESCO. Par ricochet, ce sont l'ensemble des béguinages qui peuvent se revendiquer de ce patrimoine, devenant une curiosité locale et mondiale dont l'attrait touristique, déjà indéniable, se trouve alors renforcé ainsi que leur perception comme caractère distinctif fort.

On les voit également, et ce de plus en plus, réinvestis d'un nouveau souffle, dans une certaine fidélité d'avec leurs fonctions premières. C'est effectivement au béguinage resurgissant en tant que lieu de vie, d'accompagnement et de soins pour les personnes âgées et/ou psychiquement dépendantes, que nous nous intéresserons ici. Les formes et caractéristiques en sont différentes : ils peuvent être plus ou moins équipés, offrir ou pas des services d'aide à la vie quotidienne, d'activités, ou de soins...

Quelles sont les modalités et raisons de ce réinvestissement social d'une forme architecturale, d'un bâti existant, d'une idée, ou, en dernière instance, d'un nom, donnant naissance à ces nouveaux lieux de vie ?

Les ensembles pour personnes âgées et ou handicapées

Réhabilitation :

Plusieurs formes de réhabilitation ont lieu, rénovation de vieilles bâtisses reprenant la structure close requalifiée de " béguinage ", ensembles pouvant accueillir des personnes âgées et/ou handicapées. Par ailleurs, des béguinages historiques sont réhabilités et dotés de cette nouvelle

fonction d'accueil et de lieu de vie pour personnes âgées. Ayant ouvert la voie vers cette nouvelle acception des béguinages et vers ce vocable " historique ", le cas de la réhabilitation des béguinages de Saint Quentin fait figure d'exemple. Ville de Picardie comptant plus d'une dizaine de béguinages, elle se réfère souvent aux " vrais béguinages ", aux béguinages flamands. Le premier béguinage date du début 13e siècle. Par la suite de nombreux béguinages fleuriront, pour l'essentiel au 16e siècle. Les béguinages deviennent vite gérés par les hospices civils et accueillent des veuves, des vieilles filles, des domestiques, des bourgeoises et nobles déchuës. Très vite l'acquisition d'un béguinage est conditionnée par différents critères : avoir plus de 60 ans et de faibles ressources, de " bonnes mœurs ". Très vite ils deviennent un mode de planification urbaine et sociale très structuré, moyen de contrôle de la classe populaire, ils sont alors une alternative à l'hospice. Le développement de ce mode d'habitat suit l'histoire économique, urbaine et démographique de la ville.

Les mouvements philanthropiques, humanistes, paternalistes du 19e s'emparent fortement du modèle et contribuent, par donations ou legs, à le développer. C'est à cette époque que de nombreux béguinages, type enclos, sont construits, à l'initiative de la bourgeoisie locale, cette dernière tenant à la perpétuation de l'image historique des béguinages. Ainsi par exemple, la création en 1876 d'un béguinage pour couples instaure la mixité dans ces ensembles et atteste de la force d'invention autour de ce modèle. Le béguinage allie ici dimension patrimoniale et sociale, relevant d'un principe d'organisation sociale et spatiale et à un principe de construction et d'ornementation spécifique. La première guerre mondiale a beaucoup touché l'ensemble des béguinages, ils iront alors vers un délabrement et l'abandon de toute action privée ou publique.

Face au délabrement de ces ensembles, encore habités mais dans des conditions très précaires, et insalubres, une décision devait être prise. Ce qui constitue une réelle " redéfinition des lieux " a fait débats. C'est finalement en temps que logement social réservé aux personnes âgées de plus de 60 ans et/ou handicapées à faibles ressources qu'ils seront réhabilités, saisis et gérés par le secteur médico-social. Le contexte de cette réhabilitation, durant les années 80, est ainsi au croisement de deux problématiques : celle du " patrimoine " s'imposant fortement dans cette décennie et celle de la politique de la vieillesse. Les deux s'enchevêtrent ici. Aucun changement sur l'extérieur des béguinages n'a été effectif, seules des modifications intérieures aux logements et quelques aménagements au sein des ensembles sont intervenus : salles communes, verrière-véranda, etc.

L'histoire récente des béguinages est ainsi l'histoire d'une fidélité à un concept originel, à un patrimoine local et européen en même temps qu'une recherche d'adaptation et d'invention propre, autour d'un type spécifique faisant référence. Les béguinages s'adaptent aux nécessités du temps, ils sont malléables, plus ou moins interprétables et transformables et constituent un patrimoine utile en même temps que symbolique.

La construction neuve de " béguinages "

Dans des villes n'ayant pas nécessairement connu à travers l'histoire de béguinages sur leur territoire, on voit émerger des constructions appelées " béguinage " proposant un mode d'habitat novateur pour les personnes âgées. Unité clôturée de logements réunis autour d'un espace central, proposant parfois des services (d'activités, de soins...). Ce nom réinvestit, devenant alors supplément d'âme, est effectivement porteur d'un imaginaire particulier, d'une mémoire sociale dont des effets symboliques sont escomptés et en même temps construits à travers divers dispositifs : espaces clos, magiques, paisibles, protecteurs...

Les ensembles pour personnes atteintes de troubles cognitifs.

Mon propos s'organisera ici autour d'un exemple d'habitat collectif neuf, au sein d'une ville des Pays-Bas, Haarlem, pensé spécifiquement et exclusivement pour les personnes atteintes de troubles cognitifs. L'histoire des béguinages dans cette ville hollandaise est assez comparable à celle de Saint

Quentin. La Hollande est cependant le territoire officiellement reconnu comme la terre d'origine du mouvement et comme comptant les béguinages les plus représentatifs du mouvement.

L'ensemble étudié ici est réalisé sur deux niveaux au cœur d'un quartier nouveau de la ville. Le rez-de-chaussée est divisé en six appartements dans chacun desquels vivent six personnes atteintes de troubles cognitifs. Un patio véranda permet aux personnes de circuler dans l'enceinte du bâtiment et d'avoir un accès à un " jardin intérieur ". L'étage est constitué d'appartements où vivent en location des familles. Cet ensemble est pensé spécifiquement pour les personnes atteintes de troubles cognitifs à partir du modèle architectural et symbolique des béguinages. Il est pensé en rupture d'avec les institutions " lourdes " et de l'approche strictement thérapeutique jugées trop éloignées des personnes. Comme pour les béguinages originels, l'architecture est ici au service d'une philosophie et constitue une réponse adaptée à la situation particulière d'une population. Il s'agit ici, à partir d'une longue expérience avec ces personnes, de défendre l'idée selon laquelle " cette maladie s'accompagne " et ce dans le respect des personnes, de leurs rythmes. L'inspiration du modèle des béguinages permet de trouver des réponses innovantes que nous allons examiner avec un regard critique.

Valeurs attribuées à ces ensembles par leurs promoteurs et habitants

Si les deux exemples et les types d'usages présentés sont spécifiques et répondent à des situations singulières, nous pouvons malgré tout dégager quelques points communs et généraux dans l'explication et la signification de cette réinvention des béguinages au présent et des modalités qu'elle prend.

Comme nous l'avons vu, ce réinvestissement est à la croisée de l'importance prise par différentes problématiques.

Les années 80 voient se développer la notion de patrimoine et ce dernier prendre, à travers différentes déclinaisons, un impact fort. Par ailleurs, en matière de politique de la vieillesse et de réflexion sur l'habitat des personnes âgées, les années 80 marquent une rupture. Jusqu'en 1960, aucun traitement particulier, aucune politique spécifique de la vieillesse n'est de vigueur. Cette dernière suit l'histoire des " lieux d'enfermement " réservés aux indigents, et s'inscrit dans les pratiques de charité, de contrôle, de bienfaisance puis d'assistance. Comme nous l'avons vu, dans certaines villes les béguinages sont au cœur de cette histoire. Dès les années 70, la question de l'habitat des personnes âgées est posée. En 1984, la Fondation de France lance le programme " des lieux de vie jusqu'à la mort ", et des alternatives aux institutions lourdes sont proposées (petites unités de vie...). Par ailleurs, des problématiques spécifiques commencent à émerger, comme par exemple celle de la maladie d'Alzheimer et de l'accompagnement des personnes qui en souffrent.

Dans un contexte urbain qui évolue également et dans lequel la ségrégation spatiale semble se renforcer, la multiplication " d'îlots dans la ville " se développent. Le type " béguinages " rencontre alors une conjoncture urbaine favorable à son émergence. Quelques principes peuvent être tracés à gros traits.

- En tant qu'îlot dans la ville, enceinte semi ouverte, semi fermée, structure " introvertie ", le béguinage permet une sécurisation accrue. Cela offre un cadre contenant, sécurisant, alternatif aux solutions de sécurité et de contention.

- Il permet avant tout une présence au cœur de la ville et une présence " banalisée ", la volonté politique étant de transformer les représentations sociales et les comportements vis à vis des vieux et des personnes malades.

- De plus, la structure du béguinage permet d'être " chez soi ", tout en bénéficiant d'une structure collective, offrant un compromis entre vie privée et vie collective, entre vie à domicile et vie en établissement.

- Constituant une architecture respectueuse de chacun et un patrimoine culturel fort, quand il ne s'agit pas d'une simple récupération de la puissance symbolique de ce nom, le béguinage permet de proposer un logement qui fait sens individuellement et collectivement pour les personnes y résidant et pour le voisinage.

Limites et questionnements

L'ambivalence que matérialisent et utilisent les béguinages dès l'origine se rejoue ici : entre intégration et exclusion, entre mode de vie choisi ou subi par leurs habitants. Utiliser les vertus de la clôture en la transformant en instrument de sortie de la relégation, c'est le pari des béguinages d'aujourd'hui et de leur promoteur... Pari réussi pour certains, plus que pour d'autres. En effet, la culture et l'histoire imprègne d'une signification spécifique les lieux, signification collectivement partagée et construite mais également propre à chacun. Vivre dans un béguinage, pouvait être valorisant pour certains résidents, stigmatisant pour d'autres. Ces derniers l'assimilant au traitement de la pauvreté et non, comme les premiers, à cet enclos paisible et protecteur abritant des femmes généreuses et courageuses. On voit déjà ici comment l'enfermement et la stigmatisation, ou à l'inverse l'impression de liberté, peuvent résulter de l'immatériel, de l'efficacité symbolique du seul mot " béguinage ", du poids de l'histoire de ces ensembles et non de la seule morphologie du lieu...

Alternatif aux institutions lourdes, " fermées ", le béguinage peut constituer malgré tout un espace de relégation, que l'on pourrait certes qualifier de " douce " au regard des institutions lourdes. Il reste caractérisé par des ambivalences du point de vue des personnes vivant au sein de ces ensembles, mais aussi du point de vue des personnes qui en sont extérieures. Il traduit et alimente des considérations, des représentations ambivalentes des personnes vieillissantes, handicapées physiquement ou psychologiquement. Depuis toujours et à travers les époques, avec les béguinages, un groupe prend corps dans un agencement matériel et spatial, en même temps qu'un lieu reçoit l'empreinte d'un groupe. On voit comment ce marquage peut être à double tranchant, à plus forte raison lorsque les habitants n'y ont plus nécessairement d'affinités positives, spirituelles, collectives et préalables justifiant de l'installation en béguinage.

Les raisons évoquées plus haut, le contexte social et urbain laissent penser que ce type de formule se développera. Il nous paraît important et possible de proposer une certaine distance quant à la tendance à " modéliser " ces formes, et de lui préférer une approche adaptée à un contexte et à un projet singuliers.

Ce sont d'abord le sens qu'on donne à une forme spatiale, les valeurs et pratiques qu'on y développe pour l'habiter qui permettent de la rendre vertueuse. L'histoire des béguinages montre bien comment une forme peut servir, traduire tout autant qu'induire différentes causes, différentes représentations, différents rapports sociaux. Cela atteste également du caractère vivant du patrimoine matériel et immatériel, perpétué, entretenu et réinventé par l'usage.

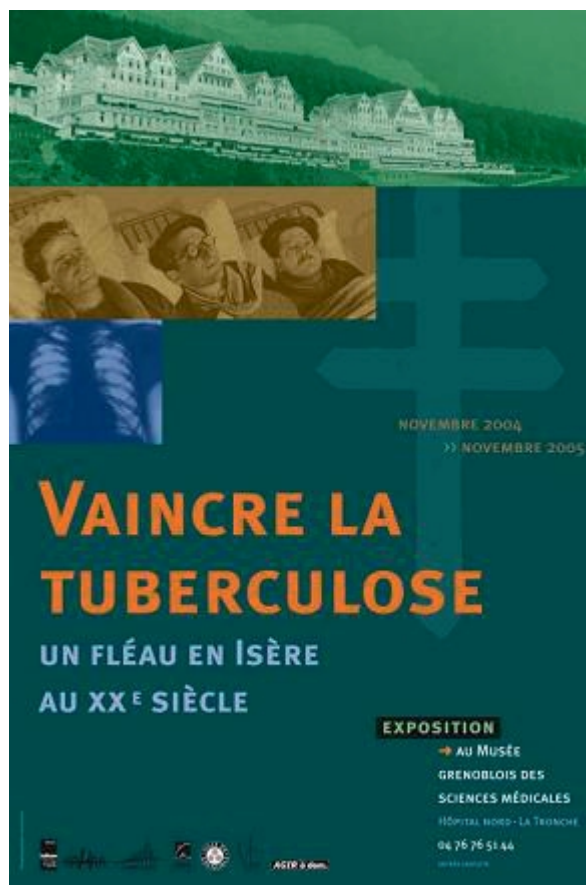
note

¹ Cf : Marie-Jo Guisset-Martinez, Accompagner les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et de troubles apparentés, guide repères, Fondation Médéric Alzheimer, Paris, 2004 et Vivre avec la maladie d'Alzheimer. Pistes de réflexion d'action, Fondation Médéric Alzheimer et plus spécifiquement Colette Eynard, Alain Villez, Marion Villez, " Entre habiter et prendre soin, les réponses apportées par l'architecture ".

Marion Villez,
Fondation Médéric Alzheimer

Exposition : « Vaincre la tuberculose : un fléau en Isère au XXe siècle »

Centre hospitalier universitaire de Grenoble - Musée des Sciences médicales de Grenoble
(Isère)



Exposition : « Vaincre la tuberculose : un fléau en Isère au XXe siècle »

**Centre hospitalier universitaire de Grenoble - Musée des Sciences médicales de Grenoble
(Isère)**

Établissement :

Centre hospitalier universitaire de Grenoble (CHU) – Musée des Sciences médicales

BP 217

38043 Grenoble

Tél. 04 76 76 51 44

Musée des Sciences médicales

Responsable du projet : Sylvie Bretagnon

Avec le soutien de :

Direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes, Agence régionale d'hospitalisation Rhône-Alpes (ARH), Région Rhône-Alpes, Conseil général de l'Isère, Ville de Grenoble, AGIRàdom, Comité contre les maladies respiratoires de l'Isère et du CHU de Grenoble.

Intention du projet

Dans les années 1990, la mise en place du plan directeur et du projet d'établissement a été, pour le CHU de Grenoble, l'occasion d'une prise de conscience : si l'on construisait beaucoup, on détruisait également beaucoup. Pour se projeter dans l'avenir, il fallait connaître le présent comme le passé. S'est alors imposé le besoin de préserver un patrimoine non seulement architectural et artistique mais aussi matériel, technique et humain. Cela s'est traduit par la création, en 1992, du musée grenoblois des Sciences médicales avec le soutien du Musée dauphinois et de la Conservation du patrimoine de l'Isère.

En 2004, le CHU de Grenoble en partenariat avec le musée des Sciences médicales et le service culture et patrimoine du Conseil général de l'Isère ont décidé de consacrer une exposition, dotée d'un catalogue enrichi, aux différents moyens mis en œuvre pour lutter contre un fléau : la tuberculose. En effet, l'Isère, et plus généralement les Alpes, par leur géographie, leurs massifs montagneux ont été propices au développement de structures sanitaires vouées aux tuberculeux. L'histoire de cette maladie souvent qualifiée de honteuse, dont le traitement nécessitait éloignement et isolement, est encore bien présente dans la mémoire de nos aînés : anciens malades, anciens soignants...

Au travers de cette exposition, il s'agissait non seulement d'aborder la découverte de la maladie sur le plan médical et scientifique mais de montrer, à travers des témoignages, des documents iconographiques et des objets, quels furent les moyens politiques et sanitaires mis en œuvre pour son traitement.

L'exposition fut coordonnée par un comité scientifique pluridisciplinaire présidé par le Docteur Daniel Grunwald et composé de, Christine Baccon, auteur d'une maîtrise sur le climatisme (plateau du Vercors), Dominique Dessertine, historienne et chercheur au CNRS, le Professeur Jean Perret, président de l'association du musée grenoblois des Sciences médicales, le Docteur Bernard Hohn, pneumologue, Centre hospitalier de Chambéry, le Professeur Roger Sarrazin, ancien professeur d'Anatomie et chirurgien au CHU de Grenoble, Isabelle Lazier, directrice adjointe de la Conservation du Patrimoine de l'Isère, Charles Maccary, ancien médecin directeur du centre médical de Rocheplane (Saint-Hilaire-du-Touvet), le Docteur Jacques Martin, ancien directeur médical du sanatorium du Rhône et médecin chef du dispensaire de Grenoble, Marion Vivier, co-auteur de l'inventaire du patrimoine architectural des établissements climatiques du Vercors.

La coordination du projet (exposition-publication) fut assurée par Sylvie Bretagnon, chargée des affaires culturelles du CHU de Grenoble.

Réalisation

L'année 2004 a été entièrement consacrée à la recherche documentaire (dans le cadre d'un travail sur la mémoire des soignants, mené en 2001-2002 par le musée et le CHU de Grenoble, de nombreux témoignages oraux furent collectés), à la rédaction du plan détaillé de l'exposition, à l'élaboration des textes de l'exposition et du catalogue.

Des établissements de soins sollicités, tels les établissements de Saint-Hilaire-du-Touvet (Centre médical de Rocheplane, Centre médical universitaire Daniel Douady (CMUDD) et Centre médical les Petites-Roches), de Briançon (Bois de l'Ours et Rhône-Azur), et ceux du plateau d'Assy, ont mis à notre disposition leurs fonds photographiques. Malheureusement peu d'établissements ont conservé du mobilier et des documents.

Scénographiée par Thomas Lemot et Sylvie Bretagnon, l'exposition, comprend 37 lés (1200 x 2700 mm), un panneau silhouette représentant un écorché (600x1750mm), des fac-similés d'affiches, un appareil de radioscopie des années 50, une table opératoire de l'ancien sanatorium du Rhône, de nombreux films d'archives....



La Tronche – Asile des Vieillards – sanatorium A



Grenoble - Station sanitaire de la Tronche – Pavillon D

Le parcours scénographique débute par une approche historique et scientifique de la maladie. A Grenoble, le bureau municipal d'hygiène, dirigé par Fernand Berlioz entreprend le recensement des cas de tuberculose. A Grenoble, après la première guerre mondiale, l'hôpital s'adapte et transforme une partie de ses bâtiments en sanatorium, pour recevoir les militaires atteints par la maladie.

Un appareil de radioscopie, un appareil de Küss portatif, un appareil de radioscopie illustrent le dépistage systématique mis en œuvre dans les dispensaires, en ville, à l'usine, à l'école. Au-delà du dépistage, les pouvoirs publics souhaitent éduquer et surveiller les populations « dangereuses ».

Les enfants sont éloignés des familles et les malades isolés à l'Hôpital et dans les sanatoriums d'altitudes à partir des années trente. Si le repos et une bonne alimentation sont préconisés en guise de traitement, ils restent insuffisants. Une chaise en bois et métal appartenant au CMUDD illustre la cure allongée, imposée le matin et l'après-midi aux malades. Médecins et chirurgiens complètent ces traitements : insufflation avec l'appareil de Küss, section de brides... thoracoplasties puis exérèses. Les chirurgiens grenoblois se rendent dans les sanatoriums de Saint-Hilaire et de Briançon pour opérer. La grande révolution thérapeutique réside dans le développement des antibiotiques antituberculeux après la seconde guerre mondiale. Le nombre de malades diminue et les sanatoriums doivent envisager de se reconvertir. Aujourd'hui, le fléau a disparu mais la maladie persiste.

Un ouvrage illustré d'une centaine de pages a été édité. Il apporte un complément d'information à différents thèmes de l'exposition.

Bilan

Inaugurée le 18 novembre 2004, l'exposition a accueilli jusqu'à sa fermeture, le 10 novembre 2005 plus de 1300 visiteurs en visite libre et/ou organisée, malgré une ouverture réduite de quatre après-midi. Plus d'une trentaine de visites guidées ont été demandées par des scolaires, des formations paramédicales hospitalières publiques et privées, et des associations diverses.

Dans le cadre des conférences de l'Université inter-âge du Dauphiné (UIAD) de Grenoble, Dominique Dessertine et Charles Maccary ont donné une conférence sur les sanatoriums d'altitude en Isère.

Sylvie Bretagnon, Daniel Grunwald et Marion Viviers sont intervenus à l'occasion du colloque *Montanée* organisé le 23 mars 2005 à Chambéry et ont collaboré à la rédaction du numéro 27 de la revue *L'Alpe*, consacrée au bon air de la montagne.

Malgré un affichage imposant sur tous les sites du CHU de Grenoble, un rappel dans le Flash info distribué à 7 500 personnes, la communication est apparue très insuffisante au cœur de l'établissement. Des visites pour les personnels, les patients et les usagers ont été organisées avec plus ou moins de succès.

Il est important de noter l'intérêt et la qualité de lecture de la part des visiteurs. Nombre d'entre eux ont souhaité consigner dans le livre d'or, l'émotion, les souvenirs suscités à la suite de leur visite. Anciens malades, ils souhaitaient dire combien ils se souvenaient de ces périodes difficiles, raconter les traitements suivis, la séparation d'avec la famille... Le livre d'or a permis de consigner ces témoignages sobres, sans détail, certains acceptant même de laisser leurs coordonnées, de confier des photos.

Un nouveau travail de mémoire pourrait être engagé....

L'exposition a suscité l'intérêt d'établissements médicaux. Prochainement, elle sera présentée pour quelques mois à Saint-Hilaire-du-Touvet à Rocheplane, établissement médical et ancien sanatorium de l'association métallurgique et minière.

Le catalogue enrichi est disponible au musée des Sciences médicales du Centre hospitalier universitaire de Grenoble BP 217 - 38 043 Grenoble cedex 9. Prix 16 €.

Sylvie Bretagnon (responsable du projet) - novembre 2005

Le jardin médicinal

Hôpital local de Belleville (Rhône) – Association l'Albarelle (Rhône)
– Musée du Revermont (Ain)



Le jardin médicinal

Hôpital local de Belleville (Rhône) – Association l'Albarelle (Rhône) – Musée du Revermont (Ain)

Etablissement :

Hôpital local de Belleville

Etablissement public de santé
Rue Martinière
B.P.210
69823 Belleville Cedex
Tél. 04 74 06 52 50

Responsable culturel hospitalier, coordinatrice du projet :

Jacqueline Walkiewicz - Tél : 04 74 06 52 99 - courriel: animation@hopital-belleville.fr

Structures culturelles partenaires :

- L'Albarelle à Belleville

Association 1901 qui compte 80 adhérents qui a pour but la recherche et la mise en valeur du patrimoine hospitalier.

Tél. 04 74 06 52 69

Présidente : Mme Janine Hugand

Interlocutrice pour le projet : Isabelle Chartron.

Intervenants : Jacques Baraize (botaniste), Georges Dutreuve (agriculteur), Catherine Flachard, (titulaire d'une maîtrise d'ethnologie), Roger Frizot, madame Cothenet et madame Nesly (préparateurs en pharmacie), Sophie Mulsant (pharmacienne).

- Musée du Revermont 01370 Treffort-Cuisiat

Tél. 04 74 51 32 42

Intention du projet :

Le projet, initié en 2004, tourné à la fois vers l'équipe hospitalière et vers les résidants vise à sauvegarder des pratiques et des savoirs oubliés. Il a pour thème la confrontation des anciens savoirs et anciennes pratiques liés aux soins et aux thérapies avec ceux et celles d'aujourd'hui.

Il permet de valoriser le patrimoine immatériel: mémoire, savoir-faire, et de valoriser également les personnes âgées institutionnalisées en leur donnant la possibilité de transmettre leurs savoirs. Il s'articule autour d'un recueil de mémoire auprès des soignants et patients et d'une étude historique des plantes médicinales.

Par-delà la problématique patrimoniale, l'idée était de rassembler autour d'un projet commun qui favoriserait l'expression et la rencontre des personnels de l'hôpital dans leur diversité professionnelle et qui changerait le regard porté sur les uns et les autres.

Réalisation

Le jardin de plantes médicinales a été créé dans l'enceinte de l'hôpital en mai 2005. Dans sa démarche de recherche de jardins déjà existants, l'hôpital a trouvé auprès du Musée du Revermont à Treffort-Cuisiat dans l'Ain aide et soutien. L'étude et la recherche ont été réalisées par la commission « étude des plantes » de l'association l'Albarelle et un responsable de la section botanique de l'association mycologique de Villefranche-sur-Saône. Actuellement, près de la moitié des plantes sont en place et il est prévu que le jardin soit achevé au printemps prochain.

L'exploitation, la plantation et l'entretien du jardin sont assurés par l'Albarelle, avec la collaboration de l'agent des espaces verts de l'hôpital et la participation de résidents de la maison de retraite. L'arrosage automatique est en cours de réalisation. Les élèves des classes de technologie du collège de Belleville fabriqueront les cartels définitifs. Ce jardin est libre d'accès au public. Il a été conçu pour faciliter l'accueil des résidents et patients de l'hôpital (allées larges et goudronnées, rebords en ciment, zones de repos). Un système ludique d'information, comportant le nom des plantes en français, en latin, ainsi que leurs propriétés, sera installé auprès de chaque parterre.

Les plantes sont regroupées par thèmes: la douleur, le sommeil, la désorientation (*perte de mémoire, ramollissement cérébral, démence, alzheimer..*), la déprime (*le mal-être, l'angoisse, l'anxiété, le stress, le bilieux...*), les coups de froid, (*rhume, bronchite, angine, grippe*), la fièvre, les problèmes de peau (*escarres, bobos, peau sèche, eczéma, psoriasis, mycose, ulcère*), les parasitoses (*poux, vers, gale*), les infections (*panaris, septicémie, infections urinaires*), la locomotion (*troubles de l'équilibre, impotence, paralysie, dépendance*). Un parterre spécifique est dédié au sirop de Belleville, spécialité des religieuses de Sainte-Marthe.



Jardin médicinal – © Hôpital de Belleville

Septembre 2005

Bien que partiellement planté et encore incomplet (manquent les informations sur l'utilisation des plantes), le jardin suscite néanmoins un vif intérêt de la part des résidents, des visiteurs et du personnel :

La collaboration entre bénévoles et agents des services techniques engendre de part et d'autre une meilleure connaissance du travail de chacun : les professionnels sont amenés à intégrer et apprécier les idées et l'aide des bénévoles, et vice-versa, les bénévoles prennent conscience des contraintes du fonctionnement d'un établissement public.

La création de ce jardin a éveillé la curiosité du personnel de la cuisine, proche du site, suscitant de nombreuses questions quant à l'identification des plantes et de leur utilisation. Spontanément, des patients, des résidents et leur famille, intéressés, ont proposé des plantes de leur jardin, devenant ainsi acteurs de ce projet.

Néanmoins, certains d'entre eux manifestent de l'impatience quant à la croissance des végétaux, ce qui nous interpelle sur la patience des générations antérieures dans la réalisation d'un projet.

Conjointement à cette création, un recueil de la mémoire des résidents et du personnel est en cours. Une exposition, prévue au printemps 2007, permettra de présenter le recueil et de mettre le jardin en scène.

Après un démarrage timide, le personnel accorde désormais un intérêt croissant au projet. Les premières interviews filmées ont engendré une prise de conscience du caractère exceptionnel de ce projet. L'intervention du cinéaste dans les services de soins et de long séjour est un événement important qui suscite étonnement et intérêt auprès des soignants et crée une atmosphère particulière. Le

personnel, pour la circonstance, est amené parfois à bousculer son organisation. Les agents soignants sont maintenant dans l'attente de leur participation.

Le public accueilli, quant à lui, a d'emblée montré son intérêt pour le sujet et son enthousiasme à participer. La valorisation des personnes est indéniable, à travers la transmission de leur savoir et l'intérêt qui leur est porté.

Les vitrines à thèmes, visibles de tous (hall d'entrée) participent à l'ouverture de l'hôpital sur la culture et permettent, par l'intermédiaire d'un jeu-concours, d'aiguiser la curiosité du personnel, des résidents et de leur famille ; certains retrouvent le goût du jeu et sont fortement stimulés pour trouver la bonne réponse et pour ce, ils n'hésitent pas à poser des questions et donc à entrer en relation avec l'entourage, ce qui n'est pas évident ordinairement.

A noter également que la qualité et la beauté des affiches ont surpris dans les lieux où habituellement abondent des notes d'informations diverses.

Isabelle Chartron (l'Albarelle) et Jacqueline Walkiewicz (responsable culturel hospitalier) – novembre 2005

Confort et réconfort à l'hôpital

Hôpital local de Charlieu et Musée hospitalier de Charlieu (Loire)



Confort et réconfort à l'hôpital

Hôpital local de Charlieu et Musée hospitalier de Charlieu (Loire)

Établissement :

Hôpital local

202, rue des Ursulines

42190 Charlieu

Tél. 04 77 23 84 00

Responsable du projet : Irène Vincent, directrice

Structure culturelle partenaire :

Musée hospitalier

9, boulevard Général Leclerc

42190 Charlieu

Tél. 04 77 60 28 84 - Courriel : museedecharlieu@ifrance.com

Responsable du projet : Sabine van der Hoorn, adjointe au conservateur

Intention du projet

En 2005, le Musée hospitalier de Charlieu fêtait ses 10 ans et l'hôpital local entreprenait des travaux de restructuration. Tous deux sont inscrits dans la longue histoire hospitalière de Charlieu commencée au IX^{ème} ou X^{ème} siècle. Le moment paraissait donc opportun d'engager une réflexion sur l'évolution de cette institution qui nous concerne tous. Omniprésent dans les médias, sujet à débats, reflet de l'évolution des mentalités et des comportements, l'hôpital est un lieu stratégique de la société contemporaine.

Au cœur de cette réflexion, ont été placées les notions de confort – réconfort (et inconfort) car, avec des moyens variés, des conceptions philosophiques et religieuses différentes, un environnement social changeant, ces deux concepts ont toujours été au cœur des préoccupations des soignés et des soignants depuis l'origine de l'institution hospitalière. Volontairement, ce projet laisse de côté aspects médicaux et chirurgicaux pour privilégier le vécu des soignés et des soignants dans la quotidienneté de la vie hospitalière.

L'action, dont l'ancien hôtel-Dieu et l'hôpital local constituent des éléments de référence concrets, s'est matérialisée sous deux formes, avec un thème commun : « *Confort et réconfort à l'hôpital* » :

1- Une enquête orale, accompagnée de portraits photographiques

2- Présentation au « grand public » d'une exposition dans le cadre du musée

L'enquête, ainsi que l'exposition, ont été articulées autour de quatre grands domaines d'évolution qui ont profondément marqué l'histoire de l'hôpital de Charlieu comme celle de l'institution hospitalière française en général :

- l'espace : « *Entre quatre murs* – de la salle commune aux chambres individuelles » ;

- le personnel soignant : « *Au service du malade* – des sœurs hospitalières aux personnels laïcs » ;

- l'alimentation : « *A table !* – de la cuisine-chaudron au plateau-repas » ;

- le mobilier : « *Comme chez soi ?* – du menuisier local aux technologies nouvelles ».

Réalisation

Des appels à témoignages ont été lancés par affichage à l'hôpital, dans la presse locale et par contact direct (via la directrice de l'hôpital), en expliquant le but de ce travail d'enquête. Une cinquantaine de témoins a été sélectionnée et auditionnée : patients, membres du personnel, visiteurs et intervenants à l'hôpital, Charliendins concernés par le sujet.

Les témoignages recueillis pendant plusieurs mois se sont révélés très variés : souvenirs personnels, descriptions du quotidien, réflexions générales sur le milieu hospitalier et son évolution, etc.

Environ 100 heures d'enregistrement ont été réalisées. A partir de ce matériau, des extraits significatifs ont été sélectionnés, en faisant le choix de garder ces témoignages tels quels. Parallèlement au recueil de témoignages, un photographe professionnel, Thierry Béguin, a réalisé une série de portraits à l'hôpital local.



Mmes Lamborot et Daumur, aides soignantes à l'hôpital local de Charlieu © Thierry Béguin



Mme Berger, et sa fille Marie-Odile, coiffeuse à l'hôpital local de Charlieu © Thierry Béguin

L'exposition « Confort et réconfort à l'hôpital » a été inaugurée au Musée hospitalier en juin 2005. Les extraits de témoignages ainsi que les portraits y sont présentés, à côté des objets qu'ils évoquent. Les visiteurs sont invités à découvrir ces juxtapositions et ces confrontations, pour revivre peut-être des émotions, pour se forger leur propre opinion sur l'hôpital d'aujourd'hui et affirmer leurs attentes pour l'hôpital de demain.

Commentaire qualitatif

Depuis son ouverture, plusieurs milliers de personnes ont visité l'exposition : individuels, groupes scolaires, groupes de patients des hôpitaux de la région, professionnels de la santé...

Le projet a fait l'objet de nombreux articles et annonces dans la presse régionale et nationale, spécialisée ou non.

A l'automne 2005, deux journées d'étude ont été organisées autour de l'exposition : une réunion de la Société Française d'Histoire des Hôpitaux, et un séminaire du groupe Patrimoines de la santé.

La publication d'un ouvrage comprenant tous les documents recueillis (témoignages et photographies) est fortement envisagée.

Danièle Miguet (conservatrice du musée) et Sabine van Der Hoorn (adjointe) – octobre 2005

Informations pratiques :

L'exposition « Confort et réconfort à l'hôpital » est ouverte jusqu'au 31 décembre 2006 : tous les jours (sauf le lundi) de 14 h à 18 h. En juillet et en août, tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Fermeture annuelle : janvier. Prix d'entrée : tarif plein : 4, 50 €, tarif réduit : 3, 70 €

Pour les réservations de groupes, s'adresser à l'office de tourisme du Pays de Charlieu au 04 77 60 12 42. Des visites commentées sont organisées à la demande. Pour le public scolaire, possibilité de visites adaptées ou d'ateliers.

Musée de Charlieu

9, boulevard Général Leclerc – 42190 Charlieu

Tél. 04 77 60 28 84 – courriel : museedecharlieu@ifrance.com

Charlieu se situe au nord du département de la Loire, à l'extrême sud de la Bourgogne.

A 90 km de Lyon et de Saint Etienne ; 20 km de Roanne ; 40 km de Paray-le-Monial.

Mémoire à l'Hôpital

Hôpital gériatrique du Val d'Azergues (Rhône) – Intervenants artistiques et universitaires



© Laurence Morizet

Mémoire à l'Hôpital

Hôpital gériatrique du Val d'Azergues (Rhône) – Intervenants artistiques et universitaires

Etablissement :

Hôpital gériatrique du Val d'Azergues

Comité culturel

69380 Alix

Tél. 04 72 54 19 00

Responsable du projet : Gilles Ongaro, psychologue (Tél. 04 72 54 19 15)

Animateur : Alain Ragazzi (Tél. 04 72 54 19 93)

Partenaires :

Laurence Morizet, photographe

Philippe Somnolet, ethnologue

Eric Ferrier, réalisateur, Institut du Travail Social

Serge Folie, musicien, compagnie Albedo

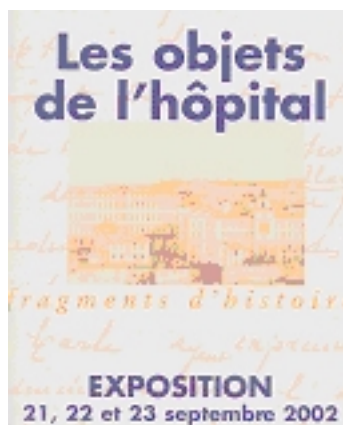
Intention du projet

2001-2002

L'hôpital gériatrique du Val d'Azergues est bâti, dans le village d'Alix, sur un terrain de 2 hectares. Il est situé sur les contreforts du Beaujolais à 12 kilomètres de Villefranche-sur-Saône et à 30 kilomètres de Lyon et installé dans un ancien prieuré, édifié grâce aux bienfaits de Louis XV puis transformé en séminaire en 1807 par le cardinal Fesch, archevêque de Lyon et oncle de Napoléon I^{er}. Le séminaire fut définitivement supprimé en 1904 et devint la propriété du Département du Rhône. Pendant la guerre de 1914, cet ancien prieuré fut transformé d'abord en hôpital militaire puis en « asile » et en « hospice » pour personnes âgées. Il a été géré par les Hospices Civils de Lyon à partir de 1920 et acheté par cette institution en 1959. L'identité de cet établissement s'est transformée au gré de ses désignations successives de « Maison de convalescence et de repos », « Maison de retraite », « Centre de gériatrie », « Centre gériatrique spécialisé ». Actuellement, l'hôpital gériatrique du Val d'Azergues dispense 4 niveaux de soins, adressés à 200 patients âgés par 270 agents hospitaliers.

A partir de l'état général de cette histoire, un projet culturel a émergé en 2001. L'idée a d'abord été de reconstituer à des fins de récits la continuité entre les chapitres de l'origine de cet hôpital et ceux qui s'écrivent actuellement sous les formes d'une exigence de « traçabilité ». Nous souhaitons associer la nécessité contemporaine d'accréditer l'ordre actuel du sens de nos pratiques de soin avec la mise en valeur des effets désordonnés du passé de ce lieu.

Dans cette perspective initiale, le cadre de la convention « culture à l'hôpital » nous a ouvert les possibilités, dès l'année 2002, de légitimer, organiser et financer une démarche collective et créatrice de recueil des diverses traces de la mémoire. L'exigence collective de ce projet a émergé des caractéristiques du cadre social de la mémoire de cet hôpital local. Nous avons cherché à trouver comment saisir les enjeux des manifestations de cette mémoire collective. Ces réflexions préliminaires étaient aussi en résonance avec la commémoration du bicentenaire de la fondation des Hospices Civils de Lyon (HCL). Les enjeux singuliers de notre projet local se proposaient alors de mesurer des écarts avec les manifestations du cadre global de cette institution lyonnaise. La mise en culture de la mémoire à l'hôpital gériatrique du Val d'Azergues nous semblait aussi ouvrir des perspectives de transformation d'une image d'établissement qui reste encore à réajuster vis à vis de représentations ancrées dans son environnement social et institutionnel.



L'ouverture du sujet de cette mémoire collective fut proposée en septembre 2002 sous la forme d'une exposition présentée dans l'hôpital à un large public (co-organisée avec Juliette et Patrick Chebert, Compagnie La Thuata). L'exposition intitulée « **Les objets de l'hôpital, fragments d'histoire** » fut le cadre d'une mise en scène d'objets, de textes, de photographies et de costumes qui présentaient l'évolution historique de l'identité locale des soins hospitaliers destinés aux personnes âgées.

Des « cahiers de mémoire », sur le mode du « je me souviens », ont permis aux 300 visiteurs de laisser quelques traces de mémoires écrites, associées au sujet de cette exposition. Au-delà de l'émergence d'un intérêt patrimonial accordé à ce lieu d'hospitalisation, des questions se posèrent à partir de nos difficultés à accommoder les « restes » de cet événement. La plupart des contenus de cette exposition ont d'abord dû refluer vers les institutions qui nous avaient prêtés quelques objets, témoins de notre mémoire collective. Après avoir été regroupés, quelques fragments de notre histoire se dispersaient à nouveau. Un premier constat s'imposait : l'hôpital gériatrique du Val d'Azergues manquait de repères et de signes représentant de l'expression de sa mémoire collective.

2002-2004

Dégagé d'une pratique de l'inventaire, nous avons puisé une nouvelle exigence de travail à partir de ce constat. Il a été aussi question de prendre en compte la traditionnelle vocation muséographique centralisatrice des Hospices Civils de Lyon. Cette institution tend effectivement à fixer les états de son histoire dans un espace emblématique. Il nous restait à trouver d'autres formes d'expressions individuelles et groupales où notre mémoire collective locale pouvait avoir été encore mise en réserve. Notre intention a alors été de refonder un intérêt à partir d'un travail de culture qui pouvait associer les diverses formes actuelles d'affirmation de la « **mémoire du travail** » à l'Hôpital Gériatrique du Val d'Azergues et les expressions d'une « **mémoire des soignants au travail** ». Expliquons-nous !

Nous avons considéré que cette « mémoire de travail » est celle de l'homogénéisation professionnelle des pratiques de soins gériatriques actuelles. Elle fixe la qualité des états des procédures et des référentiels des actes soignants. Elle est une part importante de la culture de l'hôpital. La mémoire à l'hôpital s'aborde ainsi à partir de la culture moderne de « l'accréditation » de nos pratiques hospitalières. Nous avons souhaité recréer cette mémoire de l'évaluation à partir de la mise en jeu complémentaire d'une « mémoire au travail ». Les réalités de celle-ci nous apparaissent plus instables et désordonnées. Elles s'inscrivent dans les intimités gestuelles et langagières, dans les appréhensions du quotidien des rencontres avec les personnes âgées.

Notre intention a été de saisir les formes des passages, les transitions entre les états de la « mémoire de travail » des soignants et les mouvements de leurs « mémoires au travail ». Nous avons choisi d'interposer les regards d'une photographe, Laurence Morizet et d'un ethnologue, Philippe Somnolet pour recueillir et créer les représentations de ces passages des états de la mémoire de travail aux mouvements individuels et groupaux de la mémoire au travail. Une exposition de photographies et de textes a représenté le sujet de notre travail de mémoire à l'hôpital.

... On apprend lentement les fissures par lesquelles on se parle ...

Ethnographie et photographie se sont liées pour associer des images et des mots d'une culture de la mémoire à l'hôpital. Les murs d'un couloir de l'établissement se prêtent aujourd'hui à présenter une juxtaposition de photographies de soignants au travail et de textes ethnographiques « tagués ». Un

catalogue de l'exposition a été largement diffusé. Une reproduction de cet acte culturel va circuler dans différents lieux d'hospitalisation.

Au delà de « qui » et de « quoi » on se souvient, il s'agissait de créer les conditions du « comment » on se souvient dans l'ensemble hospitalier de l'hôpital gériatrique du Val d'Azergues. C'est la mémoire des soignants en actes qu'il s'agit de présenter à partir des représentations de gestes de la quotidienneté et de l'intimité des pratiques de soins.



Cette exposition de photographies et de textes a été présentée dans l'hôpital à divers publics en juin puis en octobre 2004. Nous avons alors organisé un forum : « **mémoires à l'hôpital** ».

Des artistes, des universitaires, des responsables associatifs et des professionnels de la gériatrie ont ouvert publiquement leurs travaux (Geneviève Nespoulet, présidente de l'Association du patrimoine du village d'Alix - Christiane Joubert, psychothérapeute et enseignante, université Lyon II - René Mornex, médecin, administrateur HCL - Philippe Paillard, conservateur du musée et chef du service des archives - Bruno Depagneux, médecin gériatre, chef de service de l'hôpital du Val d'Azergues - François Portet, conseiller pour l'ethnologie à la Direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes - Fouad El Karout, pianiste). Ils ont exposé les états de leurs diverses approches de la ou des mémoires mises en question par les situations d'hospitalisation des personnes âgées.

Nous avons souhaité ainsi décaler le sujet de la mémoire à l'hôpital de nos habituelles spécialités gériatriques ou gérontologiques. Il s'agissait de mobiliser un intérêt collectif pour notre projet qui se propose de dépasser les logiques segmentées des multiples « spécialistes » de la mémoire. Les qualités des échanges entre les intervenants et le public de ce forum ont fait émerger trois principaux constats :

- « la surprise » face à la rigueur et au dynamisme des contenus transmis et débattus ;
- « la complexité » de certains modèles de traitement scientifique de la mémoire ;
- « le désir » de poursuivre l'exploration de la mémoire à partir de la multiplicité des espaces, des temps et des relations individuelles, groupales et institutionnelles où nous pouvons la trouver et la retrouver pour en créer des formes transmissibles et partageables.

La culture invitait ainsi aux « débordements » et aux « détournements » des habituels enjeux de recueil de la mémoire à l'hôpital. Ces « débords » et ces « détours » pouvaient aussi s'appliquer à résonner avec les « désordres » des mémoires de certaines personnes âgées hospitalisées. Il nous restait à cultiver ce mouvement de résonance. Nous nous sommes alors rappelés que « pour se souvenir on a besoin des autres ». A partir des « restes » des précédents chapitres de notre projet, nous avons souhaité nous intéresser aux conditions culturelles, sociales et institutionnelles où peuvent s'exercer les mémoires des patients âgés et de leurs soignants dans un hôpital gériatrique.

2005-2006

Entre individu et collectif, peut-on se souvenir dans un groupement hospitalier ? Comment « je nous souviens » ? Comment « nous me souvenons » ? Telles sont les questions posées actuellement

dans le cours de la **création d'un film dans l'hôpital**. Nous avons choisi d'organiser un travail de scénarisation collective avec un ethnologue, Philippe Somnolet, un réalisateur de cinéma, Eric Ferrier de l'Institut du Travail Social, et un musicien, Serge Folie. Nous leur avons demandé d'être des « passeurs de mémoires ». Une histoire est à l'œuvre pour représenter une mémoire collective dans tous ses états. Le travail de la culture se prête ainsi à aborder les mouvements de courants de mémoires qui traversent notre lieu de vie et de soin.



Cette création cinématographique s'ouvrira sur le champ des échanges intra et extra hospitaliers. Nous souhaitons qu'elle se prête à éveiller des intérêts et des débats face aux enjeux de ces expériences individuelles et collectives de la mémoire à l'hôpital gériatrique. Nous réservons l'exposé détaillé et commenté de la création et de la réalisation de ce film à d'autres publications.

Bilan

Il reste à signaler que cette traversée de la mémoire à l'hôpital ne s'effectue pas sur un fleuve toujours tranquille. Notre travail de mémoire à l'hôpital a trouvé sa place dans le croisement d'enjeux d'influences multiples. Nous retiendrons ici que le développement des mouvements de notre projet local est venu interroger de multiples logiques institutionnelles globales. La recherche d'un commerce équitable entre global et local a orienté aussi notre travail de mémoire vers des questions qui mettent en écho une forme de malaise dans la culture. Comment, par exemple, extraire la culture de la mémoire de l'influence de certains enjeux de « marchandisation » du champ culturel de l'hôpital ? Sans prétendre répondre à cette question, notre brouillon de culture se propose de participer à la réflexion collective qu'elle ouvre.

Les voies de passages entre local et global nous paraissent être au cœur de la nécessaire émergence créatrice et transformatrice de la culture à l'hôpital. Notre intérêt accordé à la mémoire à/de l'hôpital nous semble s'inscrire dans l'aménagement de ces passages. Ils seront peut-être autant de nouvelles occasions d'enrichir notre attention pour le sens de la diversité des sources et des formations des mémoires des femmes et des hommes qui vivent à l'hôpital.

Gilles Ongaro (psychologue, responsable du projet) – novembre 2005

Bibliographie

- AGIER Michel, *L'invention de la ville*, Editions des Archives Contemporaines, 1999.
- BABELON Jean-Pierre et CHASTEL André, *La notion de patrimoine*, Editions Liana Levi, 2000, (première parution : Revue de l'Art n°49, 1980).
- BEN AMOS Avner, « Les funérailles de Victor Hugo », in Pierre NORA, *Les Lieux de mémoire*, Tome 1, La République, 1984.
- BENCHARIF, Léla, "Quartiers à vos mémoires" Pour, n°181, mars 2004.
- BENCHARIF, Léla. et MILLIOT, Virginie, « Les zones d'ombre du patrimoine, » *Villes, Patrimoines, mémoires*, La passe du vent, 2000.
- BERQUE, Jacques, *Sciences sociales et décolonisation*, Tiers Monde, 1962.
- BERTAUX, Daniel, *Les récits de vie*, Nathan, 1997.
- BLANCHET, Alain. GOTMAN, Anne, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Nathan, 1992.
- BRAUDEL, Fernand, *Ecrits sur l'histoire*, Flammarion, 1969.
- CANDEAU Joël, 1996, *Anthropologie de la mémoire*, Armand Colin, 1996.
- CERTEAU (de) Michel, *L'absent de l'histoire*, Mame, 1973.
- FERRAROTTI, *Histoire et Histoires de vie. La méthode biographique dans les Sciences Humaines*, Méridiens, Kliencsiek, 1983.
- GRAFMEYER, Yves, « La coexistence en milieu urbain : échanges, conflits, transactions », *Recherches sociologiques*, 1, 1999.
- GUISSET-MARTINEZ, M.J., *Accompagner les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et de troubles apparentés, guide repères*, Paris, Fondation Médéric Alzheimer, 2004.
- KOSSELECK Reinhart, « Les monuments aux morts comme fondateur de l'identité des vivants », in *Revue de Métaphysique et de Morale*, n°1, 1988.
- MAGRI Susanna (dir.), DEBARRE Anne, LAIDEBEUR Marie-Lavande, MICHEL Hélène, *Pavillons en héritage*, Rapport de fin d'étude, CSU, 2003.
- Ministère de la culture et de la communication, *Patrimoine*, Collection « Etat, culture », la Documentation Française, 1992.
- NORA, Pierre, (dir.), "Les lieux de mémoire" (3 tomes : I La République , II La Nation, III Les France), Gallimard, 1984-1986.
- POUJOL, Geneviève, *L'éducation populaire, histoires et pouvoirs*, Paris, Les éditions ouvrières, 1981.
- RAULIN, Anne, *Anthropologie Urbaine*, Armand Colin, 2001.
- RAUTENBERG Michel, *La rupture patrimoniale*, Bernin, A la croisée, 2003.
- RICOEUR, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, 2000.
- SAYAD, Abdelmalek, *La double absence*, Seuil, 1999.
- VILLEZ, Marion, *Les béguinages : de l'habitat communautaire au logement social. L'exemple de Saint-Quentin*, mémoire de maîtrise de sociologie, Paris V, 2001,.
Vivre avec la maladie d'Alzheimer. Pistes de réflexion et d'action, Fondation Médéric Alzheimer et plus spécifiquement : Colette EYNARD, Alain VILLEZ, Marion VILLEZ, « Entre habiter et prendre soin, les réponses apportées par l'architecture ».
- WIEVORKA, Michel, *La différence*, Balland, 2001.

Crédits

Direction de la publication :

Anne Décoret-Ahiha et Michel Rautenberg

Coordination de la publication :

Carine Delanoë-Vieux, François Portet

Secrétariat de rédaction :

Claude Niski

Publication réalisée par l'Agence régionale de l'hospitalisation de Rhône-Alpes et la Direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes.

Avril 2006

Agence régionale de l'hospitalisation de Rhône-Alpes

94 rue Servient

69003 Lyon

Tél. 04 72 84 67 00

Direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes

6 quai Saint-Vincent

69283 Lyon cedex 01

Tél. 04 72 00 44 00